

EDUCATION NATIONALE

Djerad : "la rentrée scolaire est tributaire des rapports du comité scientifique"

P.24

RÉFÉRENDUM SUR LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Trois questions au ministre de la Communication Porte-parole du Gouvernement

P. 4

JUSTICE

Le procès de Karim Tabou reporté au 26 octobre prochain

P. 24

PROCÈS DES FRÈRES KOUNINEF

Le verdict attendu le 23 septembre

Le procès des frères Kouninef, s'est poursuivi dimanche au tribunal de Sidi M'hamed à Alger par les plaidoiries de la défense. Les frères Réda, Abdelkader-Karim et Tarek-Noah Kouninef, et le gérant du groupe KouGC, dont ils sont les propriétaires, Keddour Ben Tahar, sont placés depuis le 24 avril 2019 sous mandat de dépôt. Ils sont poursuivis pour plusieurs chefs d'inculpation dont "trafic d'influence", "blanchiment d'argent", "obtention d'indus avantages", "détournement de fonciers" et "non-respect des engagements contractuels dans la réalisation de projets publics". Leur sœur Souad-Nour (en fuite à l'étranger) est aussi impliquée dans l'affaire. Le procureur avait requis 18 ans de prison ferme à l'encontre de Réda, 15 ans à l'encontre de Tarek-Noah et Abdelkader-Karim et 10 ans à l'encontre de Keddour Ben Tahar avec une amende de 8 millions de DA pour chacun des quatre accusés. La peine la plus lourde a été requise contre leur sœur Souad-Nour avec 20 ans de prison ferme, une amende de 8 millions de DA et le lancement d'un mandat d'arrêt international contre elle. Le verdict sera prononcé le 23 septembre prochain.

P. 24 DKnews/APS



EXAMEN DU BACCALAURÉAT

Dans la calme et le respect des mesures sanitaires

P.3

TRAVAUX PUBLICS

"Renforcer la compétitivité des entreprises algériennes à l'étranger"

P. 6

FINANCE ISLAMIQUE

BNA : lancement des produits dans 6 nouvelles agences

P. 6

SANTÉ

PROSTATE

À quel âge doit-on commencer le dépistage ?

P.p 12-13

FOOTBALL

CR BELOUZDAD

Dumas : "huit semaines sont insuffisantes pour une bonne préparation"

P. 21



RACHAT DE TIKTOK

Rejet de l'offre de Microsoft

P. 17

LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS

Don d'AT au profit de la Pharmacie centrale des hôpitaux

P. 2

LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS

Don d'AT au profit de la Pharmacie centrale des hôpitaux



Le Président Directeur Général d'Algérie Télécom, Halouane Hocine, a fait un don au profit des la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), et qui consiste en des fournitures médicales destinées au secteur de la santé, indique jeudi un communiqué d'AT.

La même source rappelle qu'une opération de distribution de bavettes a eu lieu au cours de cette semaine, à travers les directions de l'éducation des différentes wilayas du pays.

"A travers ces opérations qui viennent concrétiser les instructions du gouvernement par le biais du Ministère Tutelle, Algérie Telecom démontre encore une fois son engagement à accompagner l'ensemble des efforts de solidarité consentis pour lutter contre la prorogation de l'épidémie de Covid-19", conclut le communiqué.

BEM - BAC

Distribution de plus de 600.000 bavettes aux candidats



Plus de 600.000 bavettes ont été distribuées aux candidats à l'examen du BEM et du BAC sur tout le territoire national par Algérie Télécom (AT) et la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers, indique dimanche AT dans un communiqué.

"Ce quota destiné aux candidats du BEM et du BAC est le fruit de la mise en exploitation de 56 ateliers financés par Algérie Télécom", précise la même source.

Le communiqué rappelle dans ce sens, la signature le 17 août dernier, d'une convention de mécénat entre Algérie Télécom et la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers portant sur le financement de 56 ateliers sur tout le territoire national, sous le patronage du ministre de la Poste et des Télécommunications et le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial.

Cette initiative, est-il souligné, s'inscrit dans le cadre des efforts consentis à la lutte contre la propagation de la pandémie Covid-19.

Le succès de cette opération, ajoute le communiqué, "illustre une nouvelle fois l'intérêt que porte Algérie Télécom à la sécurité des citoyens de manière générale et des écoliers de manière particulière et confirme sa position d'entreprise citoyenne".

MASCARA

2 morts suite au renversement d'un tracteur



Deux personnes ont trouvé la mort dimanche suite au renversement d'un tracteur agricole dans la commune d'El Bordj (Mascara), a-t-on appris auprès de la protection civile. Le drame s'est produit dans une descente, au niveau du village Zaakane.

Le conducteur, âgé de 33 ans, et un enfant de 5 ans qui l'accompagnait ont rendu l'âme sur place, a-t-on précisé de même source. Les éléments de l'unité de protection civile de la commune d'El Bordj sont intervenus pour évacuer les dépouilles des deux victimes à la morgue de l'hôpital de Tighennif.

Une enquête a été ouverte par les services de gendarmerie nationale pour connaître les causes exactes de l'accident.

MOSTAGANEM

35 costumes traditionnels locaux inventoriés



La Direction de la culture de la wilaya de Mostaganem a récemment réalisé un inventaire des costumes traditionnels locaux symbolisant le patrimoine et la richesse des traditions de la région, a-t-on appris mardi auprès de cette administration. Pour l'heure, ce sont 35 costumes qui ont déjà été inventoriés. Une fiche technique a été élaborée pour chaque produit avec son appellation locale, la période et les moyens utilisés dans sa fabrication, les mensurations ainsi que la description de chaque vêtement, sa vocation (masculin ou féminin) et son utilisation quotidienne ou lors d'événements religieux et sociaux.

Il s'agit notamment des blousats dites "Zaim", "Djouhar", "Akik", "Mensoudj", "Frimla" ainsi que le "Karakou", "El Djabadouli" et les "Cheddade", "Soltani" et "Fertassi", utilisés par les femmes de Mostaganem lors des mariages, ainsi que le Haik et autres costumes féminins.

Cet inventaire comprend aussi des vêtements que portent les hommes tels que "l'Aabaya", "la Djellaba", "le Seroual Arbi", le burnous et le terbouche et divers types de turban, entre autres.

Cette opération vise, selon la même source, à valoriser le patrimoine de la région de Mostaganem, sa préservation et sa transmission aux nouvelles générations de créateurs et de professionnels spécialisés dans le domaine de la confection d'habits traditionnels.

En parallèle, le secteur culturel de Mostaganem organise, entre le 10 août et le 8 septembre prochain, plusieurs activités virtuelles dans le cadre des Journées nationales du costume algérien.

Des conférences diffusées sur le Net porteront, entre autres, sur "le costume traditionnel algérien à travers l'histoire", "le costume traditionnel de Mostaganem entre le passé et le présent", a signalé le chef du service de l'activité culturelle à la Maison de la Culture "Ould Abderrahmane Kaki", Tahar Khoussa.

Au cours de cette manifestation, des ateliers seront organisés sur la conception de costumes traditionnels et la terminologie de l'habit local.

Un concours de la meilleure Cheddade de Mostaganem et l'édition d'un livret illustré sur les habits traditionnels locaux ont été également prévus par les organisateurs.

SÉISME DE MILA

Aide de l'UE au CRA pour contribuer à la prise en charge des sinistrés



Une aide de l'Union européenne (UE) a été remise au Croissant rouge algérien (CRA) afin de contribuer à la prise en charge des familles touchées par le séisme ayant frappé la wilaya de Mila en août dernier, a annoncé dimanche un communiqué de la délégation de l'UE à Alger. Cette aide de 90.000 euros comprend notamment "des articles de premiers secours, des denrées alimentaires et des articles non alimentaires", précise la même source.

Un séisme de magnitude 4,9 sur l'échelle de Richter avait secoué le 7 août dernier la wilaya de Mila (environ 400 km à l'est d'Alger).

START-UP

Le premier "accélérateur public" en Algérie livré d'ici fin 2020



La livraison d'un premier accélérateur public de startups en Algérie est prévue vers la fin de l'année en cours, a indiqué le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des startups, Yacine El Mehdi Oualid.

Lors d'une visite d'inspection pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux du projet du premier accélérateur au niveau de "Dar-Tech" au parc Dounia à Alger, le ministre délégué a mis l'accent sur l'impératif de doter le climat de travail des startups par des espaces permettant de booster et d'accélérer l'innovation.

Se félicitant de l'état d'avancement du projet réalisé selon des normes internationales, M. Yacine Oualid a assuré que le secteur se renforcerait par d'autres projets pour la réalisation "d'accélérateurs" similaires à travers plusieurs wilayas, le but étant de promouvoir l'innovation technique, numérique et technologique dans le cadre des recommandations du Président Tebboune.

Ce projet, devant être livré fin 2020, est réalisé par le Groupe Sonatrach et la wilaya d'Alger, étant deux entreprises citoyennes contribuant à l'effort national de promotion des startups et des compétences.

Selon les explications fournies lors de la visite de la délégation ministérielle, les incubateurs sont appelés à développer les idées proposées par les porteurs de projets en les accompagnant pour cristalliser le projet en une période de 9 mois.

Les porteurs de projets s'orientent, par la suite, aux accélérateurs pour chercher ensemble les moyens de financement du projet en 2 ou 3 années suffisantes d'ailleurs pour traduire l'idée sur le terrain. Ce projet, dont les travaux de réalisation ont débuté en juillet 2019, sera géré par une entreprise privée à mettre en place sous l'autorité du département des startups qui sera chargé d'introduire et de programmer les renseignements aussi bien des porteurs de projets que des opérateurs concernés.

AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION

Djerad : «la révision de la Constitution "reflète une réelle volonté politique de changement"»

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a estimé dimanche à Annaba, que le projet de révision de la Constitution, qui sera soumis au référendum populaire le 1er novembre prochain "reflète une réelle volonté politique de changement".

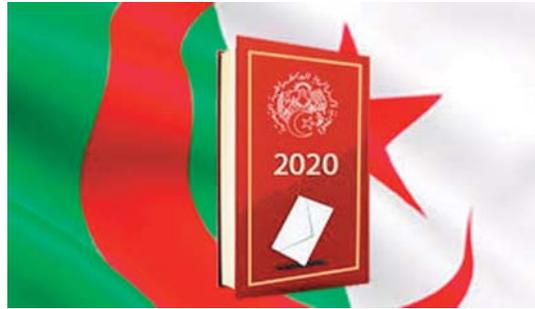
"L'initiative de la révision de la Constitution vise à clarifier la relation entre le gouvernant et les gouvernés et à établir les mécanismes pour préserver l'intégrité des élections, la crédibilité du pouvoir et lutter contre la corruption", a précisé le Premier ministre lors de son passage sur les ondes de la Radio nationale depuis Annaba.

Il a estimé que la révision de la Constitution est à même de "libérer les énergies", relevant la nécessité d'adopter et de comprendre le contenu des réformes.

M. Djerad a appelé les citoyens à "se mobiliser pour soutenir le processus afin de sortir de cette étape et d'entamer la phase de la

mise en œuvre effective de la Constitution". Le Premier ministre a souligné que la révision de la loi fondamentale du pays "ne constitue pas une fin en soi mais un début imprégné d'une volonté sincère de construire une Algérie moderne et démocratique".

Il a ajouté que la jeunesse "est le fondement de la société" et que "le moment est venu pour permettre à l'énergie que représente la jeunesse d'assumer un rôle positif pour servir le pays". M. Djerad a, à ce propos, déclaré : "Je n'exagère pas si je dis que l'Algérie réussira avec ses jeunes, formés et conscients de ce qui se passe à l'intérieur et à l'extérieur du pays



et il demeure nécessaire d'utiliser cette énergie jeune pour servir le pays et construire l'avenir".

Le Premier ministre a également rappelé que l'Algérie dispose de plusieurs haltes historiques et

mémoires importantes, à l'instar du 1er novembre 1954, qui "a libéré le pays et les Algériens" et du 22 février 2019, "le jour où le peuple a fait montre de sa position contre l'autoritarisme par un soulèvement qui a ébloui le monde". Plus tôt dans la matinée, le Premier ministre qui était accompagné du ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Ouadjaout et celui de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham, avait, à partir du centre d'examen CEM Chaïb Larbi du chef-lieu d'Annaba, donné le coup d'envoi des examens du Baccalauréat, session septembre 2020 auxquels prennent part 637.000 candidats à l'échelle nationale.

RÉFÉRENDUM DU 1^{ER} NOVEMBRE

L'ANIE "déterminée" à contribuer à l'édification de l'Algérie nouvelle (Milat)

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) est "déterminée à relever les défis et contribuer à l'édification de l'Algérie nouvelle" lors du rendez-vous référendaire du 1er novembre prochain pour la révision de la Constitution, a affirmé dimanche à Constantine son vice-président, Abdelhafid Milat.

"Le référendum (du 1er novembre, ndlr) constituera une phase cruciale dans l'édification d'une Algérie nouvelle, et l'ANIE est mobilisée pour assurer la réussite de ce rendez-vous à travers la consécration de la régularité et la transparence de l'échéance électorale", a fait savoir M. Milat au cours de la cérémonie d'installation des délégués de l'ANIE des wilayas de Constantine, Mila, Jijel, Skikda, Oum El Bouaghi et Khenchela, tenue à la maison de la culture Malek-Haddad.

L'Autorité nationale indépendante des élections a renouvelé sa confiance en ses délégués, car ils ont acquis une grande expérience lors de la présidentielle du 12 décembre dernier", a souligné le responsable. Il a, à ce propos, ajouté que la complémentarité qui existe entre les différentes composantes de l'ANIE permettra "d'assurer la transparence de cet important événement et de veiller à la régularité du scrutin". Pour rappel, le vice-président de l'ANIE avait procédé samedi à l'installation des délégués des wilayas d'Annaba, El Taref, Guelma, Souk Ahras et Tébessa.

AUTORITÉ NATIONALE INDÉPENDANTE DES ÉLECTIONS

Les coordinateurs de quatre wilayas dans le Sud-ouest installés

Les coordinateurs de quatre wilayas dans le Sud-ouest et les membres de la délégation de wilaya relevant de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) dans les wilayas de Bechar, Tindouf, El-Bayadh et Naâma ont été officiellement installés lors d'une cérémonie présidée dimanche par Mohamed Seghir Saâdaoui, membre du bureau national de cette instance.

Au cours de la cérémonie qui s'est déroulée au siège de la délégation de wilaya de Bechar, Mohamed Seghir Saâdaoui, a indiqué que "l'ANIE aura pour rôle au cours du prochain référendum sur la révision de la Constitution, prévu le 1er novembre, de garantir dans la transparence la réussite de ce rendez-vous électoral, aussi bien au niveau central que local, à ce à travers les coordinations de wilaya."

"L'ANIE à travers ses délégations de wilaya est là pour la protection du choix et de la souveraineté populaire dans le respect des lois de la République", a-t-il souligné.



"Notre devoir est de contribuer à la protection du choix du peuple, lors du prochain référendum sur la révision de la Constitution, proposée par le Président de la République M. Abdelmajid Tebboune", a-t-il ajouté.

"Les coordinateurs de wilayas de Bechar, Tindouf, Naâma et El-Bayadh, auxquels le président de l'ANIE, Mohamed Charfi, vient de leur renouveler la confiance, ont pour devoir et missions de faire réussir le prochain référendum



sur la Constitution pour qu'il soit un véritable rendez-vous du choix des citoyens en un Etat fort et stable", a fait savoir M. Saâdaoui à la fin de cette cérémonie, en présence des responsables de la wilaya dont les Directions ont un lien direct avec le déroulement du référendum. Ces coordinateurs de wilayas dans le sud-ouest sont Abdallah Fassi (Bechar), Mahmoud Cherrad (Tindouf), Fethi Bendjedid (Naâma) et Boubekeur Hamiane (El-Bayadh).

EXAMEN DU BACCALAURÉAT

Les épreuves débutent dans la calme, accompagnées de mesures sanitaires strictes

La première journée des épreuves du baccalauréat (session 2020) s'est déroulée dans le calme dans les centres d'examen répartis à travers le territoire national, où des mesures sanitaires strictes ont été appliquées en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a donné dimanche matin, à partir de la wilaya d'Annaba, le coup d'envoi des épreuves en procédant à l'ouverture des plis contenant les copies de l'épreuve de langue arabe au CEM Chaïb-Larbi, au chef-lieu de la wilaya, où il s'est enquis des conditions du déroulement de l'examen. M. Djerad a relevé que les épreuves du baccalauréat se déroulent cette année dans "une conjonction sanitaire exceptionnelle marquée par la pandémie du nouveau coronavirus, qui nous incite à dé-

velopper des réflexes pour nous protéger, préserver notre santé et celle des personnes qui nous entourent".

Le Premier ministre a exprimé son "optimisme" quant au bon déroulement de l'examen du baccalauréat. Il y a eu une sensibilisation des candidats mais aussi de leurs parents pour les aider à mieux se préparer pour ces épreuves. L'Etat a mobilisé tous les moyens pour assurer la réussite de cet examen, dont l'opération d'organisation est suivie de près et avec une grande attention par le président de la République et le ministre de l'Éducation nationale", a-t-il déclaré. Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Ouadjaout, a affirmé, de son côté, que "toutes les conditions organisationnelles et sanitaires sont réunies pour la réussite de l'examen".

Il a assuré que "les protocoles sa-

nitaires seront appliqués tout au long de la durée de l'examen", des protocoles approuvés par la Commission scientifique du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans le but de "garantir la sécurité des candidats, des surveillants et des encadreurs".

Conformément à ces protocoles, plus de six millions de masques sanitaires ont été prévus pour la protection des candidats et des équipes d'encadrement et de surveillance, outre des quantités importantes de solutions hydro-alcooliques, a précisé le ministre. M. Ouadjaout a indiqué, par ailleurs, que des mesures spécifiques ont été prises, notamment en matière de lutte contre la fraude, rappelant que des sanctions pénales ont été introduites dans le code pénal contre les fraudeurs, alors que par le passé l'acte de fraude

aux examens était sanctionné uniquement par des peines administratives. Il a rappelé, en outre, les différentes mesures prises par le ministère de l'Éducation nationale depuis avril dernier pour accompagner les élèves sur le plan pédagogique et psychologique, dont la dernière date du 25 août dernier et consiste en des cours de soutien. Plus de 637.000 candidats (413.870 scolarisés et 223.668 libres), répartis sur 2.261 centres d'examen et encadrés par 192.300 enseignants, ont entamé dimanche les épreuves du baccalauréat, qui s'étaleront sur cinq jours. 4.647 détenus passent, également, les épreuves à travers 44 établissements pénitentiaires agréés par le ministère de l'Éducation nationale, en tant que centres d'examen officiels. L'Office national des examens et concours (ONEC) a mis en

place 18 centres pour l'opération de correction des copies pour laquelle 48.000 enseignants ont été mobilisés. Les sujets des épreuves ont été limités aux cours dispensés en présentiel durant les 1er et 2ème trimestres de l'année scolaire 2019-2020, a indiqué le ministre de l'Éducation. La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a, pour sa part, mobilisé 15.379 policiers à travers tout le territoire national pour la sécurisation de l'examen du baccalauréat. Le Conseil des ministres, réuni le 10 mai dernier sous la présidence du président de la République, Abdelmajid Tebboune, avait décidé du report au mois de septembre, de l'examen du baccalauréat en raison de la situation sanitaire. Le taux de réussite à l'examen du baccalauréat session 2019 s'était établi à 54,56%.

RÉFÉRENDUM SUR LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Trois questions au ministre de la Communication
Porte-parole du Gouvernement

Le ministre de la Communication, Porte-parole du Gouvernement, le professeur Ammar Belhimer, a abordé, dans une interview accordée à l'APS, plusieurs volets liés notamment au débat médiatique que le ministère compte engager pour le référendum sur la révision de la Constitution, prévu le 1er novembre prochain. Cette interview intervient au lendemain de l'adoption de ce projet par le Parlement et à quelques jours de la convocation du corps électoral.

*** Question : M. le ministre, vous avez annoncé l'ouverture, à partir du 16 septembre en cours, d'un débat médiatique sur le projet de révision de la Constitution. Comment sera-t-il organisé. Pouvez-vous nous donner plus de détails à ce sujet ?**

* Réponse : La date que vous indiquez correspond à la convocation imminente du corps électoral pour le référendum du 1er novembre prochain afin que le peuple se prononce sur le projet de révision constitutionnelle. Nous sortons de deux étapes cruciales dans le long chemin qui nous mènera au 1er novembre : l'achèvement du travail de la commission d'experts, présidée par mon confrère Ahmed Laraba, qui a reçu pas moins de 5018 contributions d'enrichissements, d'une part, l'adoption du projet de texte par l'Assemblée populaire nationale et le Conseil de la nation, après débats restreints en leur sein, d'autre part.

Le Comité d'experts est resté au plus près de ce que la feuille de route du président de la République lui a confié comme mission, à savoir que l'amendement de la Constitution soit "la pierre angulaire pour l'édification d'une nouvelle République afin de réaliser les revendications de notre peuple exprimées par le mouvement populaire". Rappelons, par ailleurs, que ce chantier pour une "Constitution révisée et remaniée" est une concrétisation du premier des 54 engagements électoraux du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant sur l'instauration d'une nouvelle République répondant aux aspirations du peuple.

La promesse électorale précise, rappelons-le, que la révision en question vise à consacrer la démocratie, établir une stricte séparation des pouvoirs, renforcer les pouvoirs de contrôle du Parlement, permettre un fonctionnement harmonieux des institutions, éviter toute dérive autocratique à travers la mise en place de contre-pouvoirs efficaces, consacrer l'inviolabilité et l'immuabilité de la limitation du mandat présidentiel à un seul renouvelable une fois, limiter l'immunité parlementaire aux actes et propos intervenant dans le cadre de l'activité parlementaire.

Le débat que le ministère entend engager dès la convocation du corps électoral implique directement trois grands acteurs, chacun dans le rôle que lui impartit le droit : primo, les entreprises publiques et privées de presse écrite, électronique et audiovisuelle, secundo, l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), tertio, l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV).



Ici, le ministère de la Communication agit conformément aux attributions que lui confère la loi, notamment l'article premier du décret exécutif 11-216 du 12 juin 2011 fixant ses attributions officielles : "Dans le cadre de la politique générale du Gouvernement et de son plan d'action, approuvés conformément aux dispositions de la Constitution, le ministre de la Communication exerce ses attributions sur l'ensemble des activités liées à la promotion, la consolidation de la démocratie et de la liberté d'expression ainsi qu'au développement de la communication". Pour sa part, l'ARAV assumera la mission que lui fixe l'article 54 alinéa 5 de la loi 14-04 du 24 février 2014 relative à l'activité audiovisuelle de "veiller, par tous les moyens appropriés, au respect de l'expression plurielle des courants de pensée et d'opinion dans les programmes des services de diffusion sonore et télévisuelle, notamment sur des émissions d'information politique et générale".

Quant à l'ANIE, elle est en charge de leur préparation, de leur

organisation, de leur gestion et de leur supervision, ce qui comporte à toutes les étapes un volet évident de communication.

La loi organique 19-07 du 14 septembre 2019 relative à l'Autorité nationale indépendante des élections traite longuement de ses prérogatives en matière de communication. L'article 8 du texte charge l'autorité de déterminer les surfaces réservées à l'affichage et de garantir une répartition juste et équitable à l'intérieur des circonscriptions électorales (al. 7), répartir de manière juste et équitable le temps d'antenne dans les médias audiovisuels nationaux, en coordination avec l'autorité de régulation de l'audiovisuel (al. 9) et faciliter la mission des insti-

tutions médiatiques et des journalistes pour leur permettre de suivre les différentes phases des opérations électorales (al. 10).

Cette disposition traite d'une compétition entre candidats, ce qui n'est pas le cas du référendum prochain. Il y a alors des adaptations à faire. A cet titre, il appartient au Conseil, organe délibérant de l'Autorité indépendante, de faire application de l'article 19, alinéa 6, de la délimitation du 17 septembre portant règlement intérieur (de l'Autorité nationale indépendante des élections) afin d'inviter des personnalités ou des institutions pour participer aux activités afin de bénéficier de leurs expertises. L'Autorité peut trouver ces expertises chez des opérateurs aussi bien publics que privés

***Question: La presse écrite et les médias audiovisuels seront mobilisés pour cette opération. Comment voyez-vous le rôle de ces médias dans la campagne d'explication et de sensibilisation qui sera menée en prévision du référendum populaire du 1er novembre prochain ?**

* Réponse : L'enjeu pédagogique de la campagne qui sera ouverte dès la convocation du corps électoral est évident. Il sollicite également tous les acteurs politiques et associatifs, ou encore académiques. Il ne s'agit point de revenir sur l'option institutionnelle retenue pour entreprendre les réformes multisectorielles profondes requises par la situation, au profit d'un quelconque autre scénario "transitionnel".

Faire l'impasse sur le jeu institutionnel, comme ne pas participer au débat, qui se veut large, pluriel et inclusif, sur le projet de révision constitutionnelle ou encore ne pas participer aux pro-

chaines consultations prévues autour du texte, participe du cataclysme radical.

L'article 8 de la Constitution toujours en vigueur qui encadre le jeu institutionnel confère le pouvoir constituant au peuple qui l'exerce par l'intermédiaire des institutions qu'il se donne et par l'une des deux voies que sont le référendum ou ses représentants élus. Le Président de la

République a décidé de recourir à l'expression de la volonté du peuple par le référendum, sans faire l'impasse sur le vote avec débats restreints des deux Chambres.

L'article 49 de la loi électorale dispose que "les électeurs sont convoqués par décret présidentiel quarante-cinq jours avant la date du référendum", en précisant que "le texte soumis au référendum est annexé au décret présidentiel prévu à l'alinéa ci-dessus". Ainsi, une fois le projet de révision de la Constitution approuvé par le Parlement, le président de la République convoquera le corps électoral et le texte de loi mis en annexe dans le décret rendu public.

Pour revenir à votre question et comme cela a été convenu pour notre agence publique, l'APS, la couverture médiatique, consacrée au référendum populaire s'articulera autour de quatre volets : l'explication et la vulgarisation, la sensibilisation, le déroulement du scrutin et les réactions.

La campagne d'explication et de vulgarisation portera sur les propositions contenues dans les six axes de la mouture du projet : - les droits fondamentaux et les libertés publiques, - le renforcement de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs, - l'indépendance de la justice, - l'indépendance de la Cour constitutionnelle, - la transparence, la prévention et la lutte contre

la corruption, - l'Autorité nationale indépendante des élections.

Une attention particulière est accordée ici à la séparation et à l'équilibre des pouvoirs, à la moralisation de la vie publique et au caractère social d'un Etat qui survit aux événements et aux hommes grâce au droit.

La sensibilisation est assurée par la couverture du factuel, la réalisation d'interviews et de reportages vivants tant écrits qu'audiovisuels. La phase du scrutin prend en charge trois besoins. Le premier concerne tous les aspects liés à l'organisation du scrutin et à son bon déroulement. Le second aborde l'opération de vote de la communauté algérienne établie à l'étranger et celle des populations nomades dans le Sud algérien et les Hauts-Plateaux, par le biais des correspondants de presse. Le troisième est relatif au jour "J" avec toutes les couvertures prévues : le déroulement du scrutin, le suivi des taux de participation, les reportages vivants dans les bureaux de vote, etc...

L'ultime phase est celle des réactions des différents acteurs, notamment de la société civile, des partis et personnalités politiques, des experts et des citoyens. Elle doit dégager des perspectives d'avenir qui rendent effectives les constructions juridiques.

*** Question : En votre qualité de Porte-parole du Gouvernement, pouvez-vous nous éclairer sur la stratégie médiatique que le gouvernement compte mettre en place, lors de la campagne électorale, notamment en matière de respect des règles d'éthique et de déontologie ?**

* Réponse : S'agissant de l'audio-visuel, l'ARAV dispose des moyens de veille et de suivi qui l'autorisent à sanctionner toute violation des règles éthiques et déontologiques, en plus des saisies possibles émanant de parties habilitées à le faire. Pour ce qui est de la presse écrite et électronique, en attendant l'installation du Conseil national de la presse écrite et de l'audio-régulation qu'elle institutionnalisera, il est fait appel aux nobles valeurs de civisme et de patriotisme, au professionnalisme et au sens de responsabilité des titres existants, au demeurant fortement enracinées parmi nos confrères, afin de faire du rendez-vous du 1er novembre un grand tournant dans la construction de la nouvelle Algérie.

Les mises en gardes récurrentes du ministère contre les atteintes aux règles d'éthique et de déontologie ne peuvent occulter l'attachement, large et profond, de l'écrasante majorité de nos journalistes à un exercice sain et paisible du métier.

ALGER

Bac 2020 : les candidats entament le premier jour des épreuves dans la tranquillité

Plus de 57.000 candidats se sont présentés dimanche matin à l'épreuve du premier jour de l'examen du Baccalauréat (session septembre 2020) dans "le calme et la sérénité" malgré l'appréhension des autres épreuves pour lesquelles ils se sont longtemps préparés en vue d'assurer leur passage à l'université, a-t-on constaté.

Les centres de déroulement au nombre de 175, comptant les directions de l'Éducation d'Alger Est, Centre et Ouest, ont connu l'affluence des candidats au Bac dès les premières heures de ce premier jour, certains même accompagnés de leurs parents venus les soutenir dans cet examen décisif qui intervient cette année dans une conjoncture sanitaire exceptionnelle. Au collège Mohamed Chouiter à El Biar, des encadreurs étaient présents tôt le matin pour accueillir les candidats selon le protocole sanitaire approuvé par le ministère de la Santé, visant à protéger l'intégrité des uns et des autres et éviter toute éventuelle expansion, notamment avec la disponibilité des moyens de prévention mis en place par le Gouvernement. Une fois à l'intérieur du centre d'examen, le port d'un nouveau masque, délivré par l'éta-



blissement, a été recommandé avant de présenter une pièce d'identité, de remettre les cartables et les téléphones portables, et de se diriger vers les salles d'examen. Des procédures qui précèdent le début de chaque épreuve afin d'éviter toute tentative de triche d'ailleurs criminalisée et introduite dans le Code pénal et prévoyant des sanctions judiciaires. Plusieurs candidats s'accordent à dire que la pre-

mière journée, dans laquelle sont programmées les épreuves de langue arabe (en matinée) et de sciences islamiques (en après-midi), est plutôt un début calme, en attendant de composer dans les disciplines "les plus complexes", à savoir les maths, la physique et les sciences naturelles ou encore la philosophie. Pour sa part, le directeur de l'Éducation d'Alger Centre, Noureddine Khaldi a fait état

de 17.171 candidats au Bac, dont 8000 garçons et 9171 filles, outre 373 scolarisés dans des écoles privées, 11 candidats handicapés physiques et 6 autres non-voyants. Au lycée El-Idrissi à la Place du 1^{er} Mai, les candidats au Bac, de la filière langues étrangères, ont privilégié, par peur de ne pas finir à temps, le texte poétique de Fadwa Toukan plutôt qu'à la prose. Pour les élèves qui se sont présentés aux centres de déroulement Rouchaï Boualem et A bane Ramdane, les sujets de langue arabe étaient, comme prévu, abordables et "pas difficiles". A rappeler que le nombre de candidats au Bac à Alger a atteint cette année 57.213 personnes, dont 37.245 scolarisés dans le public, 2070 dans le privé, 17.898 candidats libres, dont 69 détenus, 41 candidats aux besoins spécifiques. En termes de genre, ils sont 32.905 garçons et 24.308 filles.

CONSTANTINE

Réception du programme des 774 logements LSP au courant du 2^{ème} semestre 2020

Le programme des 774 logements sociaux participatifs (LSP) implantés à l'extension Ouest de la circonscription administrative Ali Mendjeli (Constantine) sera réceptionné au courant du 2^{ème} semestre 2020, ont indiqué dimanche, les services de la wilaya. Le projet dont les travaux de construction des bâtiments ont été "entièrement achevés", sera réceptionné "au courant du 2^{ème} semestre de l'année 2020, au fur et à mesure de l'achèvement des chantiers en cours des voiries et réseaux divers (VRD)", a précisé la même source à l'APS. Affirmant que toutes les contraintes d'ordre administratif notamment ayant entravé l'avancement des travaux ont été levées, les services de la wilaya ont souligné que ce chantier fait l'objet de "suivi régulier"

par les services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), maître d'ouvrage. Le projet dont les travaux de construction des bâtiments ont été parachevés en 2018, a été à l'arrêt pour "des raisons administratives" soulevées par le maître de l'ouvrage, a-t-on rappelé, précisant que l'entreprise de statut privé, chargée du reste des travaux, avait relancé le chantier depuis quelques mois après l'intervention du chef de l'exécutif local, avec l'engagement de livrer le projet "dans les délais impartis". Les bénéficiaires de ces logements avaient observé depuis 2019 plusieurs sit-in devant le siège de l'OPGI, réclamant leurs logements "réalisés et non livrés à cause des travaux de finition", rappelle-t-on. Une opération de tirage au

sort pour les bénéficiaires avait été organisée en 2018, juste après l'achèvement des travaux de réalisation des bâtiments et des engagements avaient été pris pour la remise des clés "début 2019 au plus tard", selon certains bénéficiaires de ce projet. La livraison de cet important programme (774 logements) permettra l'allègement de la pression sur le logement et contribuera également à l'amélioration des conditions de vie des populations concernées, ont considéré les services de la wilaya. La même source a affirmé que des efforts sont déployés pour "résoudre tout problème, à l'origine de l'arrêt de certains chantiers de logement" avec la perspective de réceptionner et attribuer ces programmes "dans les délais fixés".

TIZI-OUZOU

Don d'eau minérale aux candidats d Bac

Une quantité de 62 000 bouteilles d'eau minérale, destinées aux candidats à l'examen du Bac à Tizi-Ouzou, a été offerte par le groupe agro-alimentaire Ifri, a-t-on indiqué auprès de la cellule de communication de la wilaya. L'opération de répartition et de distribution de ce don au profit des établissements scolaires, selon les besoins et l'effectif, s'est déroulée au siège de la wilaya en présence des responsables locaux chargés de son acheminement. Cette opération de solidarité s'ajoute à celles déjà entreprises par plusieurs organismes, directions et organisations de la société civile locale qui avaient offert près de 70 000 masques de protection contre la Covid-19 à la direction locale de l'éducation, en prévision de cet examen. Quelque 15 763 bacheliers sont attendus dimanche à travers les 65 centres d'examen réservés à cet effet au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou.

EL-OUED

Une récolte de 130.000 quintaux d'arachides est attendue

Une récolte prévisionnelle de plus de 130.000 quintaux d'arachides est attendue cette saison dans la wilaya d'El-Oued, ont estimé dimanche les responsables de la Chambre locale de l'Agriculture, précisant que la campagne de récolte, qui a débuté ce mois pour se poursuivre jusqu'à fin octobre prochain, cible une

superficie cultivée de l'ordre de 4.000 hectares, en hausse de 17% par rapport à celle de l'an dernier (3.000 ha). Une hausse de la production de 15%, comparativement à l'an dernier, est aussi prévue cette saison par les services agricoles qui l'imputent à l'extension des superficies dédiées à la culture d'arachides, après la réussite de

l'expérience dans six (6) communes de la wilaya (Hassi-Khelifa, Trifaoui, Sidi-Aoun, El-Magrane, Reguiba et Ourmès), réputées pour leurs terres fertiles permettant des rendements atteignant souvent les 30 quintaux (qx) à l'hectare, a expliqué le secrétaire général de la Chambre agricole, Ahmed Achour.

ORAN

200 foyers raccordés gaz

Plus de 200 foyers ont été raccordés dernièrement au réseau de gaz naturel dans les communes de Mers El-Hadjadj et Boutlelis (Oran) dans le cadre de la prise en charge des zones d'ombre, a indiqué dimanche la Direction de distribution de l'électricité et du gaz (SDO) d'Es-Sénia. Les raccordements concernent 200 foyers du village Djefalla, dans la commune de Mers El-Hadjadj, et 15 autres dans la cité Cherifia, dans la commune de Boutlelis, et ce, dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des

citoyens dans les zones d'ombre, a précisé la même direction dans un communiqué. Il est prévu également le raccordement de 509 autres foyers au réseau de gaz naturel à la fin du mois de septembre en cours, soit 150 foyers dans le village Chekalil, dans la commune d'Oued Tlélat, 270 autres dans le village Kehailia, dans la commune de Tafraoui, 55 foyers à la cité Mahieddine, dans la commune de Sidi Chahmi, et 34 autres dans la zone de Fillaouecen, dans la commune de Bousfer, a-t-on indiqué.

KHENCHELA

Installation d'une commission d'accompagnement des investisseurs et des porteurs de projets

Une commission d'accompagnement des investisseurs et des porteurs de projets a été installée dans la wilaya de Khenchela, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. Installée en fin de semaine dernière, cette commission d'écoute et d'accompagnement des investisseurs et des porteurs de projets est constituée des directeurs locaux de l'industrie et des mines, des domaines, de la réglementation et affaires générales, de la santé et de la population, de l'environnement, du transport, du commerce, du tourisme et de l'artisanat, des services agricoles, de l'énergie, de la conservation des forêts, de l'habitat, du cadastre et de la conservation foncière de l'urbanisme et de l'architecture, a-t-on détaillé.

La commission est chargée "d'assouplir les difficultés rencontrées par les investisseurs et d'accompagner les porteurs de projets afin de trouver des solutions pérennes devant donner corps aux projets d'investissement," a-t-on indiqué à la wilaya.

A cet effet, les membres de cette commission, présidée le secrétaire général de la wilaya, ont décidé de consacrer une journée par semaine à l'accueil des porteurs de projets et aux investisseurs pour que ces derniers puissent exprimer leurs préoccupations et trouver des solutions à leurs problèmes en coordination avec les différentes directions exécutives, a-t-on ajouté.

Selon les services de wilaya, la commission d'accompagnement des investisseurs et des porteurs de projets compte, dans une première étape, plancher sur le dossier d'assainissement du foncier industriel, lequel concerne plusieurs dizaines d'investisseurs n'ayant pas encore terminé les procédures juridiques et administratives préalables à la réalisation de projets censés contribuer au développement de l'économie locale et générer des postes d'emploi au profit des habitants de la wilaya.

ILLIZI

250 policiers mobilisés pour sécuriser l'examen du baccalauréat

Au moins 250 agents de la Sureté nationale de différents grades ont été mobilisés dans la wilaya d'Illizi pour sécuriser le Baccalauréat (session 2020), dont les épreuves ont débuté dimanche, a-t-on appris auprès de ce corps sécuritaire. Le dispositif de sécurisation de l'examen de fin de cycle secondaire, qui se déroule cette année dans un contexte sanitaire exceptionnelle de pandémie du Covid-19, comprend des points de surveillance et des patrouilles pédestres et mobiles, autour des sites d'examen et de collecte, a indiqué le chargé de communication de la Sureté de wilaya, Mokhtar Guenoune. Un total de 1.443 candidats, dont 808 candidats libres, étaient attendus pour passer l'examen du Baccalauréat, répartis sur 10 centres d'examen dans les différentes communes de la wilaya, supervisés par 600 encadreurs, selon la direction locale de l'Éducation.

Un protocole sanitaire rigoureux est imposé pour la préservation de la santé des candidats et des encadreurs contre les risques de Covid-19, en plus de la mobilisation d'équipes psycho-médicales pour la prise en charge des candidats.

Le wali d'Illizi, Mustapha Aghamir, accompagné du directeur de l'Éducation nationale, a donné le coup d'envoi de cet examen au niveau du centre d'examen "Lycée Houari Boumediène", au chef lieu de wilaya. Une ambiance similaire est vécue à travers l'ensemble des wilayas du Sud du pays, dans de bonnes conditions d'organisation et dans le strict respect de mesures préventives contre la Covid-19.

TRAVAUX PUBLICS "Renforcer la compétitivité des entreprises algériennes à l'étranger"

Les participants au colloque national sur les opportunités d'exportation dans le secteur des Travaux publics ont mis l'accent sur l'impératif de renforcer la compétitivité des entreprises algériennes activant à l'étranger.

Les participants à cette rencontre à laquelle ont participé des membres du Gouvernement, ont indiqué que les entreprises algériennes étaient techniquement en mesure de réaliser des projets de Travaux publics et les exporter notamment vers les pays africains et du voisinage, pour peu qu'on leur assure une aide en matière de financement et des douanes en vue de faciliter leur travail.

Dans ce contexte, plusieurs opérateurs ont mis en avant la nécessité de tenir des réunions périodiques avec les diverses parties prenantes à même de définir les services, normes et capacités de chaque entreprise. A ce propos, le Secrétaire général (SG) de l'Algériennes des autoroutes, Abdelhamid Frioui a indiqué que le secteur des Travaux publics possédait d'énormes potentiels à travers les sociétés nationales publiques et privées activant sur le terrain et capables d'atteindre les 500 millions Usd/an de revenus voire plus à l'avenir.

Le ministre des Finances a donné de l'espoir quant à la possibilité de parvenir à des mesures pratiques qui aplaniront les entraves financières faisant obstacle aux opérations d'exportation, a fait savoir M. Frioui, précisant que la grande partie des défis auxquels font face les bureaux d'études et les entreprises était d'ordre financier et procédural.

Il est nécessaire de se tourner vers l'étranger et remédier aux problématiques des finances, des assurances, des douanes et des procédures", a-t-il souligné, espérant que les discours rassurant des ministres à l'égard des opérateurs, lors de cette rencontre, se traduira positivement sur le terrain, et ce, après la présentation, au Premier ministre, des recommandations afin de trouver une solution rapide à ce type d'obstacles.

De son côté, le PDG du groupe d'infrastructures de travaux maritimes "GITRAMA", Boualem Akhrout a indiqué que "l'Algérie dispose de nombreux bureaux d'études activant en Afrique en toute aisance, en dépit des difficultés financières et douanières entravant le développement de ce domaine".

"Il est impératif d'améliorer les conditions et situation des entreprises activant en Afrique en aplanissant ces entraves et en prenant des mesures favorables au financement des entreprises pour faciliter l'exportation", a-t-il ajouté.

Dans le secteur des travaux publics, l'Algérie compte 9 compagnies au sein du Groupe d'études d'infrastructures, de contrôle et d'assistance "GEICA", 17 au sein de "GITRAMA" et 18 au sein du Groupe d'infrastructures des travaux routiers et ouvrages d'art "GITRA".

Au terme des travaux, les participants ont appelé à l'impérative consolidation de la compétitivité des entreprises algériennes et à la création d'une instance à même de prendre en charge leurs besoins, parallèlement à la mise en place de cellules de veille à l'étranger, facilitant aux entreprises l'accès à l'information sur les projets et la tenue de rencontres bilatérales pour faire connaître le potentiel national.

Il a aussi été question d'aider les entreprises à hauteur de 25% en matière de transport d'équipements et matériel pour la réalisation des projets et leur accorder des facilitations bancaires.

COMPLEXE EL HADJAR Coup d'envoi de la récupération des résidus du Haut fourneau n° 1

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a donné dimanche à Annaba, le coup d'envoi au démantèlement de la carcasse du Haut fourneau n° 1 du complexe sidérurgique El Hadjar et la récupération des résidus de minerais de fer amoncelés comme matière première pour la production de matériaux industriels au sein du complexe.

Inexploité depuis 2009, le Haut fourneau n 1 représente environ 150.000 tonnes de résidus de fer non utilisés et susceptibles de couvrir les besoins du complexe sidérurgique pendant une durée d'environ 6 mois, a-t-on appris sur les lieux.

"Cette procédure s'inscrit dans le cadre d'une vision s'appuyant sur l'exploitation des ressources disponibles et inexploitées pour relancer l'activité économique du complexe", a précisé le Premier ministre lors de son inspection du complexe d'El Hadjar.

Il a, à ce propos, relevé que cette opération "permettra la récupération d'un stock important de matériaux en acier inexploités, et composant la vieille installation métallique pour produire des matériaux industriels qui serviront à relancer d'autres industries de transformation". Après avoir suivi un documentaire filmé sur l'histoire du complexe Sider, sa création, les phases économiques traversées ainsi que les différents investissements dont il a bénéficié, le Premier ministre a fait savoir que "Sider El Hadjar demeure un des fleurons de l'industrie lourde algérienne", relevant qu'"en 2020 il y a eu un bond qualitatif dans la gestion et le management de l'industrie dans notre pays".

El de préciser à cet effet : "Le programme du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, place l'industrie au centre du programme de croissance et de relance économique". M. Djerad a souligné, par ail-



leurs, que l'édification d'une véritable industrie "implique de s'adapter à la réalité et de s'orienter vers la relance des petites et moyennes industries et les industries de transformation qui dépendent fortement de l'industrie algérienne en usant des ressources disponibles et variées pour répondre aux besoins du pays et atteindre la compétitivité sur les marchés extérieurs". Le Premier ministre a également indiqué que "le potentiel important dont dispose le complexe sidérurgique El Hadjar doit être exploité pour contribuer à la relance des petites et moyennes industries et les industries de transformation". Il a soutenu, en outre, que la création d'une industrie réelle et de production n en adéquation avec les besoins du marché doit obéir à une "pure logique économique", assurant que la gestion et le management "représentent un paramètre fondamental

dans la réussite du plan de relance économique". Dans le même sens, M. Djerad a affirmé que le recours au management, l'intégration de la technologie et la gestion de l'entreprise à travers la logique économique, loin d'une gestion administrative et bureaucratique, est nécessaire pour "parvenir à une relance économique".

"Si l'entreprise ne suit pas une logique économique dans son fonctionnement en recourant au management alors nous continuerons à nous débattre dans des questionnements sans issue", a souligné M. Djerad au cours de l'inspection de l'unique laminoir à chaud au niveau national qui produit des matériaux plats. In situ, le Premier ministre a affirmé que le "plan de relance économique pour une industrie nationale doit s'appuyer sur les capacités nationales", ajoutant : "nous devons lancer une industrie nationale qui

produit de la valeur ajoutée et offre des opportunités d'emploi".

Se disant "optimiste" quant à la réussite du complexe El Hadjar grâce aux grandes capacités dont il dispose, M. Djerad a assuré qu'"à la faveur d'une gestion rigoureuse et d'un management moderne, il est possible de redorer le blason de ce complexe, symbole de l'industrie algérienne".

Le Premier ministre a fait état, en outre, de l'existence de projets industriels complémentaires et intégrés auxquels le complexe Sider peut fournir les produits nécessaires à leurs fonctionnements. Aussi, dans le cadre de l'exploitation rationnelle des ressources et des capacités disponibles, le Premier ministre a donné le coup d'envoi à l'exploitation du stock inexploité de matériaux ferreux (ferrailles) accumulés au niveau du complexe qui s'étend sur une superficie de plus de 900 ha.

Une opération s'inscrivant dans le cadre d'une vision économique visant l'exploitation de résidus de matériaux ferreux inexploités.

Plus tôt dans la matinée, le Premier ministre qui était accompagné du ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Ouadjaout et celui de l'Industrie, Farhat Ait Ali Braham avait, à partir du centre d'examen, CEM Chaïb Larbi du chef-lieu d'Annaba, donné le coup d'envoi des examens du Baccalauréat, session septembre 2020 auxquels prennent part 637.000 candidats à l'échelle nationale.

ENTREPRISE Djerad: l'entreprise qui produit de la richesse est "le pilier" de l'économie nationale

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a indiqué dimanche à Annaba, que l'entreprise industrielle qui produit de la richesse et de la valeur ajoutée représente "le pilier" de l'économie nationale. S'exprimant dans une émission de la Radio nationale à

partir de Annaba, M. Djerad a affirmé que l'entreprise industrielle qui produit de la richesse et de la valeur ajoutée constitue "le pilier de l'économie nationale" et que les jeunes ont "un rôle et une place importants dans cette perspective". Mettant l'accent sur la

nécessité de mettre les diplômés universitaires en conformité avec les besoins et préoccupations économiques, M. Djerad a ajouté que la politique industrielle du programme du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'appuie sur une approche s'articulant autour de trois principaux axes à savoir, la méthodologie en matière de gestion, l'orientation vers un management moderne dans le fonctionnement de l'entreprise et l'abandon de la gestion administrative et bureaucratique. Le Premier ministre a également souligné que la création de petites industries et des industries de transformation "ne nécessite pas de gros investissements, mais plutôt d'encourager l'investisseur national qui se base uniquement sur le travail en plus de la complémentarité entre l'industrie et d'autres domaines économiques". A cette occasion, le Premier ministre a fait savoir que le début de la récupération et l'exploitation de l'important stock de restes de matériaux ferreux ainsi que les compo-

sants du Haut fourneau n 1 inexploité du complexe Sider El Hadjar s'inscrit dans le cadre d'une "gestion rationnelle", rappelant que l'exploitation de ces résidus est "susceptible de couvrir les besoins du complexe durant une période de 6 mois". Qualifiant le complexe sidérurgique de "symbole" et de "pôle industriel important", M. Djerad a fait état de la possibilité d'exploiter la superficie qui renferme les restes de matériaux en fer pour relancer d'autres industries en complémentarité avec Sider El Hadjar.

Le Premier ministre, en visite de travail dans la wilaya de Annaba, en compagnie des ministres de l'Éducation nationale, Mohamed Ouadjaout, et de l'Industrie, Farhat Ait Ali Braham, avait supervisé le lancement officiel des examens du Baccalauréat (session 2020) au centre d'examen, CEM Chaïb Larbi, et ce, avant de se rendre au complexe Sider El Hadjar pour donner le coup d'envoi de l'opération de récupération et l'exploitation des matières ferreux du Haut fourneau n 1 comme matière première.

FINANCE ISLAMIQUE

BNA : lancement des produits dans 6 nouvelles agences

La Banque Nationale d'Algérie (BNA) a lancé dimanche l'activité de la finance islamique au niveau de six (6) nouvelles agences dans différentes wilayas, a indiqué cette banque publique dans un communiqué.

Il s'agit, selon la BNA, de l'agence Zirout Youcef "620" dans la wilaya d'Alger, de l'agence Ihaddaden "587" dans la wilaya de Bejaia, ainsi que des agences "654" dans la wilaya de Djelfa, "728" dans la wilaya d'Ain Temouchent, "724" dans la wilaya de Saïda et "920" dans la wilaya de Mascara. Pour rappel, l'activité avait été lancée à Naama "730", au courant de la semaine passée.

"La BNA continue à œuvrer dans le cadre de son plan de déploiement de la Finance Islamique sur plus de 50 agences, visant à couvrir toutes les wilayas du pays, avant la fin de l'exercice en cours. Elle a, à ce titre, lancé cette activité au niveau de 36 agences réparties sur 27 wilayas, à ce jour", souligne le communiqué. Pour rappel, l'offre de lancement propose à la clientèle neuf (09) produits d'épargne

: compte chèque islamique, compte courant islamique, compte épargne islamique, compte épargne islamique "Jeunes", compte d'investissement islamique non restreint et de financement : Mourabaha immobilier, Mourabaha équipements, Mourabaha automobile et Ijara.

Selon la BNA, la fenêtre Finance Islamique, ainsi, que chacun des neuf produits sont conformes aux préceptes de la Charia Islamique et certifiés par le comité charia de la Banque et par l'autorité nationale charaïque de la fatwa pour l'industrie de la finance islamique.

Les détails des dits produits ainsi que les simulateurs Mourabaha et Ijara sont disponibles sur le portail web dédié à la finance islamique au : www.financeislamique.bna.dz. "Toutes les nouvelles informations relatives à l'activité et aux agences concernées sont disponibles sur les pages officielles des réseaux sociaux de la Banque et feront objets de communiqués adressés à la presse", note l'institution financière.

PÉTROLE

Le baril de Brent à moins de 40 dollars lundi

Les prix du pétrole baissent lundi en cours d'échanges européens, toujours pénalisés par une demande incertaine alors que la planète peine à juguler la pandémie de nouveau coronavirus.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 39,48 dollars à Londres, en baisse de 0,88% par rapport à la clôture de vendredi.

A New York, le baril américain de WTI pour octobre perdait 0,88% également, à 37,00 dollars.

La semaine dernière, les deux barils ont perdu plus de 6%. Le pétrole avait cependant entamé la séance de lundi en hausse, mais "le futur est en train de devenir plus incertain qu'avant", a commenté Tamas Varga, analyste pour PVM.

"Les taux d'infection sont à nouveau en hausse, des mesures de confinement localisées introduites dans un nombre croissant de pays entravent la croissance économique et le nombre de chômeurs ne parvient pas à diminuer de manière significative", a-t-il détaillé.

La France a vu le nombre de cas quotidiens de Covid-19 franchir la barre des 10.000 samedi, un seul record depuis le lancement des tests à grande échelle dans le pays. Et en



Autriche, le chancelier a déclaré que le pays était entré dans "la seconde vague".

De plus, "l'annonce que le blocus des terminaux d'exportation de pétrole libyens pourrait bientôt prendre fin" est une autre mauvaise nouvelle que l'Opep+ devra discuter lors de sa réunion de suivi de l'accord prévue jeudi, a ajouté Jeffrey Halley, analyste pour Oanda. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés, dont la Russie, sont engagés dans des efforts in-

édits pour limiter leur production et tenter de faire remonter les prix. Avec une réussite en demi-teinte pour l'instant.

Comme le souligne Eugen Weinberg, analyste pour Commerzbank, le cartel, qui fête ses 60 ans ce lundi, a gagné des membres au fil du temps mais a perdu en parts de marché, notamment au profit des Américains.

Et "après des mois de renoncement volontaire à des recettes supplémentaires, les problèmes deviennent de plus

en plus visibles compte tenu des difficultés financières et économiques considérables auxquelles sont confrontés les pays participants et compte tenu des perspectives (de demande) incertaines", a-t-il expliqué en soulignant que certains observateurs pensent que les Emirats arabes unis, pourtant "très disciplinés" jusqu'à maintenant, pourraient relâcher leurs efforts.

La publication lundi du rapport annuel du géant pétrolier BP sur la demande de pétrole dans le monde n'a rien fait non plus pour redynamiser les cours de l'or noir: ce bilan estime que la consommation mondiale pourrait avoir déjà atteint son pic et ne plus cesser de décliner en raison des conséquences de la pandémie et de la transition énergétique.

Pour BP, la demande pour le secteur des transports en particulier est vouée à reculer, en raison de la baisse du nombre de déplacements à court terme à cause de la pandémie et de l'essor des véhicules électriques sur le long terme.

AUSTRALIE - CHINE

Les investissements chinois en Australie ont plongé en 2019

Les investissements chinois en Australie ont presque diminué de moitié en 2019, selon des chiffres officiels présentés lundi, au moment où les relations bilatérales se détériorent.

Les investissements chinois se sont élevés à 2,5 milliards de dollars australiens (1,5 milliard d'euros) en 2019, contre 4,8 milliards AUD en 2018, selon des chercheurs de l'Université nationale australienne.

Le professeur Peter Drysdale, directeur de cette étude, a observé que le rachat du spécialiste australien des préparations bio pour nourrissons Bellamy's par le géant chinois des produits laitiers Mengniu - pour 1,46 milliard AUD - représentait à lui seul plus de la moitié des investissements chinois en 2019.

C'est la troisième année consécutive de recul des investissements chinois.

En 2016, ils s'étaient chiffrés à 15,8 milliards AUD. Cette chute dépasse largement la baisse des investissements étrangers globaux de la Chine en 2019 (-9,8%) qui a été le fait des tensions politiques entre Pékin et ses partenaires, a observé M. Drysdale.

"Il est clair que ces dernières années, les investisseurs chinois ont jugé l'environnement australien moins sûr et se sont montrés plus prudents quant à la mise en oeuvre d'investissements en Australie", a-t-il expliqué.

Le gouvernement australien a durci en juin les règles régissant les investissements étrangers dans le pays afin d'empêcher ceux qui compromettent la sécurité nationale, une mesure considérée comme une tentative de limiter l'influence croissante de la Chine dans le pays.

Canberra avait auparavant choisi d'exclure Huawei du déploiement du futur réseau de 5G en Australie. Les relations entre la Chine et l'Australie, déjà tendues sur toute une série de dossiers, se sont encore envenimées quand le Premier ministre Scott Morrison a appuyé les demandes américaines d'enquête sur l'épidémie de coronavirus dont les premiers cas ont été détectés dans la ville chinoise de Wuhan.

Premier partenaire commercial de l'Australie, la Chine avait suspendu au printemps les importations de bœuf de quatre gros fournisseurs australiens, puis imposé des droits de douane de 80,5% sur l'orge de ce pays. Puis, en juin, Pékin a invité les touristes et étudiants chinois à éviter l'Australie, justifiant cette recommandation par des incidents à caractère "raciste" contre des personnes d'origine chinoise.

Pékin vient de lancer une enquête anti-dumping sur le vin australien, qui pourra être débouché sur de lourdes taxes.

M. Drysdale a également pointé des évolutions structurelles, en observant que les investisseurs chinois se détournaient du secteur minier en raison de l'essoufflement du marché des matières premières.

COMMERCE - DISTRIBUTION

Le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky tente à nouveau de racheter l'Allemand Metro

Le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky a lancé dimanche une nouvelle offre de reprise de Metro, le géant allemand de la distribution en restructuration, a annoncé EP Global Commerce, la holding qu'il contrôle.

EPGC offre aux actionnaires de Metro de racheter leurs actions à un prix de 8,48 euros pour une action ordinaire et 8,87 euros pour une action préférentielle, selon un communiqué.

Cette offre valorise l'ensemble un peu plus de 3 milliards d'euros. M. Kretinsky avait échoué en juin 2019 à reprendre l'Allemand, ne parvenant à réunir que 41,70% du capital, soit bien en-deçà du seuil d'acceptation de l'offre fixé à 67,5%.

Cette fois, le milliardaire, par ailleurs co-propriétaire du journal français Le Monde et investi dans l'énergie et les médias, n'a pas fixé de seuil minimum de détention d'actions pour juger du succès de son offre.

EPGC détient à ce jour 29,99% de Metro contre plus de 20% pour deux anciens actionnaires historiques du groupe de Düsseldorf, Beishelm et Meridian, le reste du capital étant flottant.

Depuis 2019, Metro a cédé ses activités en Chine, où le groupe s'était implanté en 1996, de même qu'il s'est débarrassé de la chaîne de supermarchés déficitaires Real.

Metro employait à fin 2019 plus de 97.000 personnes dans le monde pour un chiffre d'affaires de 27 milliards d'euros.

APB

La demande de pétrole mondiale pourrait déjà avoir atteint son pic (BP)

La demande de pétrole dans le monde pourrait avoir déjà atteint son pic et ne plus cesser de décliner en raison des conséquences de la pandémie et de la transition énergétique, estime lundi le géant britannique des hydrocarbures British Petroleum (BP).

Le groupe envisage trois scénarios sur la transition vers une énergie plus verte à échéance 2050, de la plus lente et la plus rapide. Les deux scénarios les plus optimistes, la demande de pétrole a même déjà passé son pic et ne se relèvera jamais de la chute causée par la crise sanitaire.

Si la transition énergétique se poursuit au même rythme que celui actuellement observé, le scénario le plus conservateur, la consommation d'or noir atteindra un plateau dans les années qui viennent, précise le rapport.

Pour BP, la demande pour le seul secteur des transports ne fera que reculer quel que soit le scénario, en raison de la

baisse du nombre de déplacements à court terme en raison de la pandémie et de l'essor des véhicules électriques sur le long terme.

Au-delà du pétrole, le géant pétrolier estime que le gaz fera preuve de résistance dans les 30 prochaines années notamment en permettant de se substituer au très polluant charbon dans les économies émergentes.

Les énergies renouvelables seront celles qui bénéficieront de la plus forte croissance dans le monde dans n'importe quel scénario, notamment le solaire et l'éolien.

Mais BP prévient que la transition énergétique ne pourra avoir lieu que si de nouvelles mesures sont prises par les gouvernements pour limiter les émissions de CO2. "Même si la pandémie a beaucoup réduit les émissions carbone, le monde reste sur un chemin qui n'est pas tenable" assure BP. "Toutefois, avec des mesures

politiques déterminantes et davantage de choix d'énergie à bas carbone pour les entreprises et les consommateurs, la transition énergétique est possible", souligne Bernard Looney, directeur général de BP. Il précise que les conclusions du rapport "ont joué un rôle clé" dans l'élaboration de la nouvelle stratégie du groupe qui entend verdir ses activités et devenir un groupe énergétique et non plus seulement pétrolier.

BP veut multiplier par 10 ses investissements dans les énergies à faible émission carbone d'ici 2030, pour atteindre 5 milliards de dollars par an, afin de respecter ses engagements à devenir neutre en carbone d'ici 2050.

Il a notamment annoncé la semaine dernière son entrée sur le marché de l'éolien en mer, en investissant un milliard de dollars dans des projets portés par le groupe norvégien Equinor aux Etats-Unis.

UE - ÉCONOMIE

Zone euro : hausse de la production industrielle en juillet

La production industrielle en zone euro a continué de progresser en juillet, grâce à des mesures sanitaires assouplies, mais à un rythme plus lent qu'en juin, a indiqué lundi Eurostat. Selon l'Office euro-

péen des statistiques, l'indice a crû de 4,1% en juillet, après +9,5% en juin et +12,2% en mai, des hausses qui faisaient suite à une dégringolade historique en avril (-18%), au moment où le confinement battait son

plein dans les 19 pays ayant adopté la monnaie unique. Dans les 27 pays de l'UE, la production industrielle a également progressé de 4,1% en juillet, après +9,6% en juin. Dans la zone euro, les plus fortes

hausse en juillet ont été enregistrées au Portugal (+11,9%), en Espagne (+9,4%) et en Irlande (+8,3%). Des baisses ont toutefois été relevées en Lettonie (-0,8%) et en Belgique (-0,5%).

INDUSTRIE - DÉFENSE

Achat de 18 avions Rafale par la Grèce : 6 neufs, 12 d'occasion (Mitsotakis)

Le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis a précisé dimanche que six des dix-huit avions de combat français Rafale dont la Grèce avait annoncé la veille l'acquisition seraient neufs et douze d'occasion. "Il s'agit de six appareils neufs et douze qui ont été utilisés un peu", a indiqué le Premier ministre qui avait annoncé samedi un important programme d'armement sur dix ans sur fond des tensions avec la Turquie voisine. "Les premiers appareils vont arriver en Grèce en 2021 et l'achat sera achevé début 2022", a-t-il souligné lors d'une conférence de presse à

Thessalonique (nord), deuxième ville du pays. Le Premier ministre n'a pas précisé le coût de cet achat de ces appareils qui vont remplacer des Mirage-2000, français également.

Samedi, lors d'un discours à l'occasion de la rentrée économique et politique du pays, Kyriakos Mitsotakis avait déclaré que "l'heure était venue de renforcer nos forces armées" soulignant que "ce programme important formera un bouclier national". La ministre française des Armées, Florence Parly, et Dassault Aviation s'étaient vivement félicités de ce

choix. La tension entre la Grèce et la Turquie Méditerranéenne orientale a atteint un pic ces dernières semaines après le déploiement du navire turc de recherche Oruç Reis escorté des navires de guerre turcs dans une zone maritime disputée en Méditerranée orientale par les deux pays voisins. Cette zone est considérée riche en hydrocarbures.

La Grèce a obtenu le soutien de l'UE et en particulier de la France qui a effectué récemment avec les forces navales grecques des manoeuvres militaires communes près de cette zone disputée.

LAGHOUAT

2 bus mobilisés par un bienfaiteur pour le transport gratuit des candidats du Bac

Deux bus ont été mobilisés par un bienfaiteur dans la wilaya de Laghouat pour assurer le transport gratuit de candidats issus de la commune de Oued-M'zi aux centres de Baccalauréat à Laghouat, sur plus de 50 km, ont confié dimanche des candidats bénéficiaires de cette action de solidarité.

Le bienfaiteur en question, Belkacem Ouahabi, a affirmé vouloir, à travers ce geste, prêter main forte aux candidats, en cette conjoncture exceptionnelle de pandémie du Covid-19, en mettant deux bus à la disposition des candidats libres de la région de Oued-M'zi, eu égard à leurs conditions ne leur permettant pas la location de véhicules pour rejoindre les centres d'examen dans la commune de Laghouat.

Deux trajets (un aller/retour) par jour sont ainsi assurés, avec un départ le matin à 06h00 et le retour à la fin des épreuves de l'après-midi, a-t-il assuré, soulignant que toutes les mesures préventives contre le Covid-19 sont respectées, dont la réduction des places de 30 à 15 places pour se conformer à la mesure de distanciation physique, en plus du port obligatoire de la bavette et l'utilisation du gel désinfectant.

Des candidats bénéficiaires ont salué cette action et rendu hommage à son initiateur, qui leur a créés ce climat de quiétude et de confort pour passer leurs examens dans de bonnes conditions.

La direction de l'Éducation de Laghouat a fait état d'un taux de participation aux examens de Bac estimé, en ce premier jour, à 94,07% sur un total de 16.020 candidats, soit 950 absents, en majorité des candidats libres, répartis sur 59 centres d'examen encadrés par 3.402 enseignants et 826 autres de réserve.

INSERTION DES TOXICOMANES À ORAN

L'association "ALT" crée des emplois de "livreurs sur moto"

L'Association de lutte contre la toxicomanie "ALT", implantée à Oran, a récemment créé une entreprise de livraison, avec quatre postes d'emploi dans un premier temps, pour l'insertion socioprofessionnelle d'usagers de drogues en voie de désintoxication, a-t-on appris des initiateurs de cette action.

L'Association a acquis quatre motos grâce au don d'un bienfaiteur et a pu créer une sorte d'entreprise de livraison, avec en guise de lancement, quatre postes d'emploi au profit d'usagers de drogues, en cours de désintoxication et d'insertion, a expliqué Bendahou Rafik, responsable de la communication de l'Association.

"Nous avons pu trouver un cadre juridique pour créer cette entreprise, sous la coupe de l'Association, avec la condition de verser tous les bénéfices aux personnes que nous accompagnons dans leurs processus de désintoxication et d'insertion", a-t-il noté, estimant que la lutte contre la toxicomanie implique l'insertion socioprofessionnelle de ses victimes.

"La toxicomanie est souvent le résultat de problèmes familiaux, que vient empirer la précarité sociale et économique.

Ainsi pour réussir à sauver un usager de drogue des griffes de l'addiction, un emploi, qui lui offre à la fois une autonomie financière et un objectif dans sa vie, est un excellent allié", a-t-il souligné.

Les initiateurs de ce projet espèrent agrandir l'entreprise et créer plus de postes d'emploi pour pouvoir accompagner un plus grand nombre de personnes victimes d'addiction, explique M. Bendahou, affirmant que son expérience lui a appris que l'usage de drogue n'est pas une fatalité, et qu'il est possible de s'en sortir.

Etant lui-même un ancien usager de drogue, il a réussi à dépasser son addiction, il est aujourd'hui un exemple et source d'inspiration pour beaucoup de ses semblables.

Il continue à tracer son chemin, en tant que coach personnel et professionnel.

"Nous avons réussi à accompagner des personnes qui étaient détritues par l'usage des drogues, et qui sont aujourd'hui des personnes ordinaires, avec un travail, une famille, et une vie de société, ce qu'il y a de plus normale", a-t-il avancé confiant et fier.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

5 personnes décédées et 148 autres blessées en 24 h (Protection civile)

Cinq (05) personnes sont décédées et 148 autres blessées dans des accidents de la route dans plusieurs wilayas du pays durant les dernières 24H, indique lundi un communiqué de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré à Constantine avec 01 personne décédée et deux (02) autres blessées suite à une collision entre 03 véhicules légers et 02 camions, survenue sur l'autoroute Est-Ouest au niveau de la commune d'Aïn Semara.

Concernant le dispositif de surveillance des plages, les agents de la Protection civile ont effectué 243 interventions qui ont permis de sauver de la noyade 161 et assuré les premiers secours nécessaires à 75 autres personnes, aussi 07 personnes ont été évacuées vers les établissements de santé. Dans le cadre de la lutte contre la propagation du Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué durant la même période, 31 opérations de sensibilisation à travers 05 wilayas (18 communes), pour rappeler aux citoyens la nécessité du respect du confinement ainsi que les règles de la distanciation physique.

Les mêmes unités ont effectué 151 opérations de désinfection générale



à travers 12 wilayas (55 communes) touchant l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

Dans ces opérations la Protection civile a mobilisé 249 agents, 19

ambulances, 44 engins, ainsi que la mise en place des dispositifs de surveillance dans 02 sites d'hébergements destinés au confinement des citoyens rapatriés à travers les wilayas d'Alger et Illizi.

CRIMINALITÉ

5 individus arrêtés et une quantité de psychotropes saisie à Alger, El Tarf et Tlemcen (DGSN)

Cinq (5) personnes ont été arrêtées et 7.169 comprimés psychotropes ont été saisis par les éléments de la sûreté nationale à Alger, El Tarf et Tlemcen, indique dimanche un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité, les forces de police de la sûreté de daïra d'El-Harrach à Alger ont interpellé deux individus impliqués dans une affaire de trafic de psychotropes et récupéré



4.800 comprimés, précise la même source. A El Tarf, les éléments de la police judiciaire ont interpellé un individu et récupéré 1.754 compr-

més, alors qu'à Tlemcen, il a été procédé également à l'interpellation d'une personne en possession de 615 comprimés psychotropes.

Par ailleurs, agissant sur informations, les éléments de la police de la daïra de Tighenif dans la wilaya de Mascara ont interpellé, lors d'un mandat de perquisition, un individu impliqué dans une affaire liée à la vente illicite de boissons alcoolisées et récupéré 2.280 unités, ajoute la même source.

CRIMINALITÉ

Fête de mariage à Mostaganem : arrestation des agresseurs de policiers

La police judiciaire de la Sûreté de la daïra d'Aïn Tedeles (Mostaganem) ont arrêté des membres d'une bande de malfaiteurs, ayant agressé des agents des forces de l'ordre et détruit volontairement leur matériel, a-t-on appris dimanche auprès de ce corps de sécurité.

Le chargé de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya de Mostaganem, le lieutenant de police Bachir Belkacem, a indiqué à l'APS que quatre individus, tous des repris de justice, formant une bande criminelle, âgés entre 27 et 35 ans, ont été arrêtés dans le cadre de l'application de la loi 03-20 concernant la prévention et la lutte contre les bandes des quartiers, ainsi que la prévention contre la propagation du virus corona (Covid-19).

L'opération a été enclenchée après l'intervention des forces de police pour arrêter une fête de mariage à Aïn Tedeles organisée par un citoyen, qui a violé les mesures

initiales contre la propagation du virus Corona, a précisé la même source.

Les suspects, qui se trouvaient parmi les participants à la fête de mariage, ont eu une réaction violente vis-à-vis des forces de l'ordre, arborant contre eux des armes blanches et leur jetant des pierres, mettant ainsi leurs vies en danger, a-t-on ajouté.

Les malfaiteurs ont également causé des dommages au matériel des policiers, avant de prendre la fuite, a-t-on poursuivi.

Les recherches et les investigations enclenchées par la police judiciaire, suite à ces incidents, se sont soldées par l'identification des mis en cause et leur arrestation, peu de temps après les faits en question, a relevé le responsable.

Accusés d'agression contre les forces de l'ordre avec utilisation d'armes blanches, mettant leurs vies en danger et de destruction volontaire de biens d'autrui, les quatre



individus ont été présentés devant le procureur de la République du tribunal d'Aïn Tedeles.

Un PV d'infraction de non respect de la décision de wilaya a été dressé contre l'organisateur de la fête de mariage, a-t-on noté.

ITALIE - COVID-19

Rentrée scolaire sous haute tension

Près de six millions d'élèves italiens vont retourner ce lundi à l'école, au milieu de nombreuses difficultés, plus de six mois après leur fermeture à cause de la pandémie de Covid-19 qui a durement affecté la péninsule, rapportent de médias.

La rentrée se fait de manière étalée dans la péninsule, les premiers établissements ayant rouvert le 1er septembre et les derniers devant rouvrir le 24, mais lundi est considérée comme la journée officielle de rentrée.

Quelque 5,6 millions d'élèves doivent ainsi reprendre le chemin de l'école dans 13 des 20 régions italiennes.

Absence de certains professeurs, tables individuelles en nombre insuffisant, manque de masque chirurgicaux à distribuer aux élèves et enseignants...

L'école reprendra avec mille difficultés, a reconnu dimanche le chef du gouvernement italien Giuseppe Conte.

"Il y aura des difficultés, des désagréments, surtout au début", a-t-il déclaré dans un message dimanche sur Facebook.

"Un hommage aux enseignants: vous avez fait un effort extraordinaire durant les mois de confinement avec l'enseigne-



ment à distance (...) et nous vous en sommes reconnaissants", a-t-il souligné.

La péninsule avait fermé tous les établissements scolaires les 6 mars, mais les enseignants ont continué à donner des cours en ligne jusqu'aux vacances d'été.

M. Conte a aussi remercié "les responsables et tout le person-

nel des écoles": "vous ne vous êtes pas arrêtés un seul instant ces derniers mois (...) pour être prêts pour la réouverture.

Nous serons à vos côtés et continuerons à l'être dans les prochains jours et mois".

Le chef du gouvernement a également lancé un appel à la prudence aux jeunes, alors que

le pays enregistre quotidiennement ces derniers temps environ 1.500 nouveaux cas de Covid-19.

"Vous devrez faire votre part, vous devez vous engager à respecter les règles de prudence qui vous permettront de protéger votre santé et la santé des personnes que vous aimez et qui vous aiment", a-t-il dit.

L'Italie a été l'un des premiers pays européens à être durement touché par le Covid-19. L'épidémie y a fait plus de 35.500 morts, pour un total de plus de 280.000 cas.

La stratégie de rentrée des classes en Italie s'articule autour de la mise en quarantaine immédiate de ceux qui ont été "en contact étroit" avec un élève ou un enseignant dont le test de dépistage de Covid-19 était positif.

Par ailleurs, un élève testé positif ne sera autorisé à retourner à l'école qu'après deux tests négatifs.

FRANCE

Face à la pénurie de médicaments, campagne de mobilisation de la Ligue contre le cancer

Face à l'aggravation de la pénurie de médicaments contre les cancers, y compris pédiatriques, la Ligue contre le cancer lance une campagne de mobilisation lundi pour donner la parole aux malades, qui en sont les premières victimes.

"Ce phénomène incontestablement a pu être aggravé par la Covid, mais en aucun cas n'a été créé par la Covid.

C'est vraiment un problème lié à la structure économique du marché du médicament", a expliqué le Pr Axel Kahn, président de la Ligue contre le cancer.

On a parlé de pénuries d'anesthésiques pendant la crise du Covid, mais le cancer et les pénuries de médicaments pour son traitement ont été oubliés, déplore-t-il.

Le problème était déjà grave et préoccupant avant la crise sanitaire provoquée par l'épidémie de Covid-19.

Avec 1.499 médicaments signalés en difficulté ou rupture d'approvisionnement auprès de l'Agence du médicament ANSM, l'année 2019 atteint un record avec 34 fois plus de pénuries signalées qu'en 2008", note la Ligue qui se bat de longue date contre ce fléau car ces signalements n'épargnent pas la cancérologie (concernée par 22% de signalements en 2017).

Sont essentiellement touchés des médicaments génériques, très peu chers, mais importants en cancérologie.

La Ligue réclame notamment des sanctions financières contre les laboratoires qui n'assuraient pas l'approvisionnement, ainsi que l'information des malades concernés et leur recensement et des études mesurant leurs pertes de chances.

Pour recueillir les témoignages, la Ligue a ouvert un site web. En plus de cette collecte de "cahiers de doléances électroniques", elle lance une campagne d'affichage. 95% des pharmaciens hospitaliers constatent une aggravation du phénomène, selon un sondage Ipsos réalisé du 29 octobre au 4 décembre 2019 pour la Ligue auprès d'un échantillon représentatif de 500 professionnels de santé (pharmaciens de ville et d'hôpital, oncologues, généralistes...).

74% des professionnels de santé interrogés déclarent avoir déjà été confrontés à des pénuries de médicaments contre le cancer pendant leur carrière.

Les trois quarts des soignants interrogés sont d'accord pour dire que malgré l'existence de médicaments de substitution, ces pénuries entraînent une perte de chance pour les malades.

45% des professionnels constatent une détérioration de la survie 5 ans après le diagnostic de la maladie chez les patients touchés par ces pénuries.

Un chiffre qui s'élève à 68% parmi les oncologues qui font l'expérience de pénuries.

APS

BRÉSIL

Incendies dans le Pantanal: le gouvernement brésilien dépêche une mission ministérielle

Le gouvernement brésilien a dépêché, dimanche, une mission ministérielle à l'état du Mato Grosso (centre-ouest) pour évaluer et définir la stratégie de lutte contre les violents incendies qui sévissent dans le Pantanal, la plus grande zone humide du monde et que le Brésil partage avec Paraguay et Bolivie. Le secrétaire à la Protection et à la Défense civile, Alexandre Lucas Alves, s'est rendu en compagnie de fonctionnaires et de

techniciens dans la commune de Poconé, dans l'état du Mato Grosso, épice de ces incendies qui ravagent l'écosystème amazonien.

Au cours de cette année, les incendies dans le Pantanal ont augmenté de plus de 230% par rapport à 2019 et, selon les données du Laboratoire d'applications satellites environnementales (LASA) de l'Université fédérale de Rio de Janeiro, les flammes ont déjà

dévasté 15% de quelque 14 millions d'hectares que couvre ce biome au Brésil. Les incendies ont atteint le parc Encontro das Aguas, situé près de la frontière avec le Paraguay et l'un des endroits les plus touristiques de ce biome qui regroupe le plus grand nombre de jaguars au monde. D'une superficie de près de 109.000 hectares, le parc est situé à Porto Joffre, dans l'état du Mato Grosso, au nord du Pantanal brésilien.

VENEZUELA

Suspension des cours en présentiel pour le reste de l'année à cause du Covid-19

Le président Nicolas Maduro a indiqué dimanche que les cours en présentiel ne reprendront pas cette année au Venezuela en raison de la pandémie de coronavirus.

"Sans aucun doute, le retour en présentiel en classe n'est pas favorable à un contrôle de la pandémie, c'est pour cela qu'il n'y aura pas de retour en classe au Venezuela, nous verrons ensuite si nous y revenons en janvier", a dit le chef de l'Etat lors d'une allocution télévisée.

La mesure a été prise "en

voyant la rentrée des classes dans le monde", qui a entraîné une augmentation des contaminations, a expliqué M. Maduro à propos de l'année académique 2020-2021, dont le début est prévu à partir de cette semaine au Venezuela.

"Ne vous inquiétez pas. Nous allons maintenir les services éducatifs du pays par internet, par des cours en ligne", a assuré le dirigeant depuis le palais présidentiel de Miraflores à Caracas.

Après l'arrivée du nouveau

coronavirus, le gouvernement socialiste a suspendu les activités académiques en présentiel dans le cadre d'une quarantaine imposée à la mi-mars et toujours en vigueur.

En conséquence, le gouvernement a proposé de combiner des classes retransmises par la télévision d'Etat avec des devoirs et des leçons donnés via internet, la radio et les réseaux sociaux, afin de terminer l'année scolaire 2019-2020.

Le chef de l'Etat a en plus ordonné la reprise du confine-

ment renforcé sur tout le territoire vénézuélien dans le cadre du schéma "7+7" en vigueur depuis juin, qui fait alterner sept jours de "quarantaine radicale", où tous les commerces sont obligés de fermer sauf ceux jugés prioritaires (alimentation et santé), et sept jours de "flexibilisation" qui permettent de relancer le reste des activités.

Le pays de 30 millions d'habitants comptabilise 59.630 cas confirmés et 477 morts en raison du nouveau coronavirus, selon les chiffres officiels.

ESPAGNE

Plus de 2.500 hectares de forêt ravagés par les feux en 2 jours en Galice

La communauté autonome de Galice a vécu un week-end noir avec plus de 2.500 hectares de forêt détruits par les feux dans trois provinces d'Ourense, Lugo et Pontevedra.

Selon les autorités locales de la région, deux municipalités situées à Ourense, Rairiz de Veiga et Cualedro, menacées par les feux, ont décrété dimanche après-midi l'état d'urgence niveau 2.

Le premier incendie a été déclaré à 13h44 à Sabariz avant d'atteindre la zone de Guillamín et dévaster 60 hectares.

A Cualedro, un incendie a ravagé ce dimanche 250 hectares, précise la même source, ajoutant que l'intervention de l'Unité Militaire d'Urgence (UME) a été nécessaire à Rairiz et Cualedro pour maî-

triser les flammes.

D'autres incendies sont toujours actifs à Ourense, notamment à Vilariño de Conso où les feux ont détruit 500 hectares, Laza (50 hectares) A Gudiña (150 hectares) et Vilar de Barrio (450 hectares).

A Lobios, les feux, déclarés samedi, ont brûlé 500 hectares et menacent déjà le parc naturel de Xurés.

Les autorités locales de la région de Pontevedra ont confirmé que les incendies qui se sont déclarés dans la municipalité de Cuntis ont été maîtrisés dimanche soir après la destruction de 25 hectares, alors que l'incendie enclenché dans la municipalité de Quiroga (province de Lugo) a été maîtrisé après avoir ravagé plus de 53 hectares.



S A N T É - A L G É R I E

BACCALAURÉAT Strict respect des mesures sanitaires dans les centres d'examen à Blida

Le premier jour des épreuves du Baccalauréat (session septembre 2020), dans les centres d'examen à Blida a été marqué par le respect strict des mesures sanitaires imposées pour éviter la propagation de la Covid-19, selon les affirmations de la directrice de l'éducation de la wilaya, Ghenima Ait Brahim et constaté par l'APS.

"Considérant le fait que Blida fut parmi les premières wilayas les plus affectées par ce virus, il a été procédé durant la session du BAC 2020, à l'installation, à titre exceptionnel, d'une commission au niveau de la Direction locale de l'éducation, chargée de la mise en œuvre du protocole sanitaire décidé par le ministère de tutelle, en coordination avec le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus", a indiqué Mme.

Ait Brahim. Le protocole, a-t-elle ajouté, préconise de nombreuses mesures préventives au niveau des centres d'examen, à commencer par l'entrée principale de l'établissement, où du gel hydro alcoolique et un masque de protection sont fournis aux candidats, qui sont également soumis à une prise de température, avant d'accéder aux classes à travers un accès à sens unique, pour sortir ensuite par un autre accès à la fin de l'épreuve.

La distanciation physique de plus d'un mètre au sein des classes et dans la cour est également respectée, a-t-elle expliqué.

La même responsable a, en outre, fait part de l'organisation, depuis l'annonce du retour des candidats aux examens sur les bancs des écoles pour bénéficier de révisions, des séances d'orientation et de sensibilisation, assurée par des conseillers de l'éducation et des psychologues, pour une prise en charge psychologique des élèves, après une rupture scolaire de plus de six mois à cause de la Covid-19, tout en leur inculquant les mesures de prévention contre le virus.

Lors de sa tournée à travers des centres d'examen "Houari Mahfoudh" d'Ouled Aich et "Omar Ben Khettab" du centre ville de Blida, l'APS a constaté un respect des mesures sanitaires préconisées par la tutelle, tant au sein des centres d'examen, que par les candidats dont la majorité était accompagnée de leurs parents.

En effet, Ouahiba, candidate au BAC 2020, portant scrupuleusement son masque protecteur, et munie d'un gel hydro-alcoolique, a indiqué à l'APS qu'elle était "parfaitement consciente" du danger du Coronavirus, ajoutant qu'elle appliquera "toutes les mesures préventives tout au long de la durée des épreuves du BAC".

Lui emboitant le pas, son père qui l'a accompagné jusqu'à l'entrée du centre d'examen, a indiqué avoir "particulièrement veillé, depuis la déclaration de cette pandémie, à recommander à Ouahiba l'impératif du respect des mesures barrières, durant l'examen, "pour que la joie soit complète le jour de sa réussite", a-t-il souligné.

"Nous sommes adultes, donc nous pouvons parfaitement assimiler l'impact de ce virus et son danger, c'est pourquoi nous restons vigilants et nous devons respecter toutes les mesures préconisées", a soutenu, à son tour, Karim, un autre candidat au baccalauréat.

"Nous voulons réussir et être heureux sans être touchés par ce virus", a-t-il ajouté.

A noter que la wilaya de Blida compte 18.929 candidats aux épreuves du BAC-2020, repartis sur 51 centres d'examen, outre celui du centre pénitentiaire de la wilaya.

Leur encadrement est assuré par 4.500 employés de l'éducation, entre directeurs, enseignants et agents.

242 nouveaux cas, 167 guérisons et 8 décès

Deux cents quarante deux (242) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 167 guérisons et 8 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué lundi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élevé ainsi à 48 496, dont 242 nouveaux cas, soit 0,6 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1620 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 34204, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19.

En outre, 21 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 10 cas, 6 autres ont enregistré plus de dix cas, tandis que 21 wilayas n'ont enregistré aucun cas.

Par ailleurs 27 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigi-



lance et respect des règles de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

BAC 2020 Respect strict du protocole sanitaire au niveau des wilayas du Centre

Le premier jour des épreuves du Baccalauréat (session septembre 2020), dans les wilayas du Centre du pays, a été marqué par de bonnes mesures organisationnelles, accompagnées par un strict respect (tant par les candidats que par les staffs é d u c a t i f s) du protocole sanitaire préventif imposé pour éviter la propagation de la Covid-19.

A Djelfa, où ils étaient près de 28.013 candidats attendus à ces épreuves, des mesures sanitaires strictes contre la Covid-19 ont été mises en œuvre, dans le cadre d'un dispositif organisationnel offrant la part belle à la désinfection et au contrôle sanitaire des candidats avant l'accès aux classes d'examen.

Ce fut le cas notamment au lycée "Ghrissi Abdelali" de la cité "Dhaya" du centre ville, où l'APS a constaté un respect strict du protocole sanitaire fixé par la tutelle.

Sachant que wilaya compte 80 centres d'examen dont l'encadrement est assuré par 7.230 employés de l'éducation (entre staff pédagogique et administratif). Même son de cloche dans la wilaya de Chlef, où l'APS a constaté lors d'une visite au lycée "Djilali Bounaïma" du centre ville, un respect strict des mesures préventives sanitaires, par les

employés de l'administration, et les agents de la réception, qui veillaient au port des masques de protection, et de la mesure de température, tout en fournissant aux candidats du gel hydro-alcoolique, et en leur recommandant le respect de la distanciation physique. Des mesures qualifiées d'"encourageantes et rassurantes" par les parents d'élèves. "Aucun cas suspect ou confirmé d'atteinte par le coronavirus n'a été enregistré à travers les 55 centres d'examen de la wilaya en ce premier jour des épreuves", selon les données fournies par la direction locale de l'éducation, qui a affirmé que les "examens se déroulent dans de bonnes conditions". La direction de l'éducation de Tïpasa a, également, assuré n'avoir enregistré "aucun cas suspect ni confirmé de coronavirus" au niveau des 30 centres d'examen de la wilaya, soumis dans leur ensemble au protocole sanitaire préventif.

Interrogés par l'APS à la sortie des épreuves de langue arabe, de nombreux candidats se sont dits "satisfaits" des conditions de déroulement de cette première journée, estimant que les questions "étaient à leur portée".

Pour cette première journée, le taux

d'absence des candidats scolarisés à ce BAC 2020, à Tïpasa, est de 0,92%, contre 26% d'absents pour les candidats libres, a-t-on signalé à la direction locale de l'éducation. A Tizi-Ouzou, pas moins de 1.418 candidats sur les 15.763 (soit 8,99%) inscrits à l'examen du baccalauréat se sont absentés, au premier jour des épreuves, dont le coup d'envoi a été donné par le wali, Mahmoud Djamaa, à partir du lycée Fadhma N'Soumer.

Selon la direction locale de l'éducation, il a été enregistré 142 absents parmi les candidats scolarisés, contre 1.276 parmi les candidats libres.

S'agissant des dispositions du protocole sanitaire de prévention contre la pandémie de coronavirus, des instructions ont été adressées à l'ensemble des responsables des centres d'examen pour veiller à leur strict respect, a-t-on assuré de même source.

Considérant le fait que Blida fut parmi les premières wilayas les plus affectées par ce virus, il a été procédé durant cette session du BAC 2020, à l'installation, à titre exceptionnel, d'une commission au niveau de la Direction locale de l'éducation, chargée de la mise en œuvre du protocole sanitaire décidé par le ministère de tutelle.

MOSTAGANEM Mise en service d'un laboratoire de dépistage du Coronavirus

Un laboratoire de dépistage du Coronavirus (Covid-19) a été mis en service dimanche à l'Université Abdelhamid Benbadis de Mostaganem, a-t-on appris auprès de la Direction locale de la santé et de la population. L'ouverture de ce laboratoire, conforme aux normes internationales, est intervenue après le contrôle effectué, en août dernier, par un comité de spécialistes et portant notamment sur la sécurisation des analyses, la protection du personnel médical et paramédical du laboratoire et aussi après l'agrément de l'Institut Pasteur, comme l'a précisé à l'APS le directeur de la Santé, Toufik Mohamed Khelil.

Le laboratoire, équipé d'un appareil d'analyses par réaction en chaîne par polymérase (PCR), a une capacité de 96

examens par jour. Il est supervisé par des spécialistes en biologie moléculaire et microbiologie, ainsi que par un personnel médical et paramédical, a ajouté M. Khelil. Le même responsable a souligné que la mise en service de cette structure "contribuera à améliorer la prise en charge des patients atteints par le virus, en obtenant plus rapidement les résultats des tests et contribuera à soulager la pression du laboratoire d'Oran, vers lequel les échantillons étaient transférés au moins deux fois par jour."

Par ailleurs, afin d'assurer une transmission sûre et rapide des résultats, une plateforme numérique a été mise en place au niveau de ce laboratoire, le reliant directement à la DSP et au ministère de tutelle, a précisé le même

responsable. S'agissant de la situation épidémiologique dans la wilaya de Mostaganem, le même responsable a noté la baisse des cas confirmés et celui du taux d'occupation des lits au niveau des trois services hospitaliers de Covid-19.

Ce taux est passé de 200 patients au début du mois d'août dernier à 40 patients actuellement.

Selon le DSP, depuis mars dernier, plus de 1.000 enquêtes épidémiologiques ont été menées sur le terrain touchant l'entourage de tous les cas positifs au niveau de la wilaya, en plus d'un suivi sanitaire intensif des cas suspects avant le début du confinement à domicile et jusqu'à sa fin.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

LA PANDÉMIE DANS LE MONDE

Plus de 924.000 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 924.968 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre, selon un bilan établi à partir de sources officielles lundi à 11H00 GMT.

Plus de 29.061.830 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 19.334.000 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations.

Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées. Sur la journée de dimanche, 3.844 nouveaux décès et 253.832 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 1.136 nouveaux morts, les Etats-Unis (494) et le Brésil



(415). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 194.081 décès pour 6.520.235 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Au moins 2.451.406 personnes ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les

pays les plus touchés sont le Brésil avec 131.625 morts pour 4.330.455 cas, l'Inde avec 79.722 morts (4.846.427 cas), le Mexique avec 70.821 morts (668.381 cas), et le Royaume-Uni avec 41.628 morts (368.504 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou

est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 93 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Belgique (86), l'Espagne (64), la Bolivie (63), et le Chili (63).

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 85.494 cas (10 nouveaux entre dimanche et lundi), dont 4.634 décès et 80.415 guérisons. L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient lundi à 11H00 GMT 310.597 décès pour 8.282.745 cas, l'Europe 221.352 décès (4.495.833 cas), les Etats-Unis et le Canada 203.292 décès (6.656.859 cas), l'Asie 116.093 décès (6.553.850 cas), le Moyen-Orient 40.441 décès (1.686.419 cas), l'Afrique 32.616 décès (1.355.521 cas), et l'Océanie 877 décès (30.604 cas).

Record du nombre de nouveaux cas à l'échelle mondiale (OMS)

Le nombre quotidien de contaminations dues au coronavirus à l'échelle mondiale a atteint un nouveau record avec 307.930 cas, rapporte l'Organisation mondiale de la Santé.

Les hausses les plus importantes ont

été constatées en Inde, aux Etats-Unis et au Brésil, qui signalent respectivement 94.372, 45.523 et 43.718 nouveaux cas, précise l'organisation sur son site internet. L'épidémie a par ailleurs causé 5.537 décès supplémentaires en 24 heures, ce

qui porte le bilan mondial de la pandémie à 917.417 morts. Le précédent record du nombre de nouveaux cas en 24 heures avait été atteint le 6 septembre avec 306.857. Celui des décès, qui s'élève à 12.430, remonte au 17 avril.

AFRIQUE

Le nombre de cas confirmés de COVID-19 en Afrique dépasse 1,34 million

Le nombre de cas confirmés positifs au COVID-19 sur l'ensemble du continent africain a atteint 1.346.658, ont annoncé dimanche le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique).

L'agence continentale de contrôle et de prévention des maladies a indiqué dans un communiqué que le nombre de décès liés à la pandémie de COVID-19 en cours était passé à 32.502 à la date de dimanche après-midi.

Le CDC Afrique a également précisé que 1.083.438 personnes infectées par le COVID-19 s'étaient rétablies sur le continent jusqu'à présent. Par ailleurs, a indiqué le CDC

Afrique, les pays les plus touchés sur le continent en termes de nombre de cas positifs sont respectivement l'Afrique du Sud, l'Egypte, le Maroc, l'Ethiopie et le Nigeria, le total des cas de COVID-19 en Afrique représentant dans le même temps environ 5% de tous les cas signalés dans le monde.

Le CDC Afrique a enfin révélé que neuf pays africains représentaient 81% des nouveaux cas de COVID-19 signalés la semaine dernière, dont l'Afrique du Sud avec 27%, l'Ethiopie avec 17%, le Maroc avec 16%, la Libye avec 5%, l'Algérie avec 4%, et le Kenya, le Nigeria, la Namibie et l'Egypte avec 3% chacun.

VIRUS - EUROPE

Octobre et novembre seront "plus durs" en Europe

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'attend à une remontée du nombre de morts du Covid-19 en Europe lors des mois d'octobre et de novembre, qui seront "plus durs" face à l'épidémie, a affirmé lundi le directeur de sa branche européenne.

"Cela va devenir plus dur.

En octobre, en novembre, on va voir une mortalité plus élevée", a déclaré Hans Kluge lors d'un entretien à l'AFP, au moment où le nombre de cas enregistrés s'envole sur le Vieux continent, mais avec un nombre de morts quotidien pour l'instant quasi stable.

Cette hausse du nombre de morts quotidiens sera due à la remontée des cas due à la reprise de l'épidémie en Europe, selon l'OMS.

"On est à un moment où les pays n'ont pas envie d'entendre ce genre de mauvaises nouvelles, et je comprends", a affirmé le patron de sa branche européenne, qui a toutefois voulu adresser "le message positif" que la pandémie "va s'arrêter, à un moment ou à un autre".

L'OMS Europe réunit lundi et mardi l'ensemble de sa cinquantaine d'Etats-membres pour échanger sur la réponse

à la pandémie et s'accorder sur sa stratégie quinquennale.

Le haut responsable onusien, basé à Copenhague, a mis en garde ceux qui pensent que la fin de l'épidémie coïncidera avec la mise au point d'un vaccin, toujours en cours.

"J'entends tout le temps: +le vaccin va être la fin de l'épidémie+.

Bien sûr que non!", s'est exclamé M. Kluge. "Nous ne savons même pas si le vaccin va être efficace dans toutes les parties de la population.

Certains signes que nous recevons est qu'il sera efficace pour certains mais pas pour d'autres", a souligné le médecin belge. "Et si du coup nous devons commander des vaccins différents, quel cauchemar logistique...". a également averti M. Kluge.

"La fin de cette pandémie, ce sera au moment où, en tant que communauté, nous aurons appris à vivre avec cette pandémie. Et ça, ça dépend de nous. C'est un message très positif", a-t-il affirmé. Le nombre de cas en Europe remonte nettement depuis plusieurs semaines, notamment en Espagne et en France.

Vendredi, plus de 51.000 nouveaux

cas ont été rapportés pour cette seule journée dans les 55 pays de l'OMS Europe, plus que les pics observés en avril, selon les données publiques de l'organisation.

Dans le même temps, le nombre de morts quotidiens reste pour l'instant au niveau observé depuis début juin, autour de 400 à 500 morts liés au Covid-19, selon la même source.

USA - VACCIN

Pfizer espère distribuer son vaccin contre la Covid-19 avant la fin d'année

Le vaccin contre le coronavirus de Pfizer pourrait être distribué aux Américains avant la fin de l'année s'il s'avère sûr et efficace, a déclaré dimanche son PDG, Albert Bourla.

Le fabricant de médicaments devrait savoir si son vaccin sera approuvé par la Federal Drug Agency (FDA) d'ici fin octobre, a déclaré Bourla lors d'un passage sur la chaîne CBS. Si la FDA approuve le vaccin, la société est prête à distribuer "des centaines de milliers de doses", a-t-il affirmé. Le PDG de Pfizer a révélé que la société avait déjà investi 1,5 milliard de dollars pour le développement du vaccin potentiel, notant que si le vaccin ne fonctionnait pas, ce serait financièrement

"pénible" pour l'entreprise. "En fin de compte, ce n'est que de l'argent. Mais cela ne brisera pas l'entreprise, même si cela va être douloureux", a-t-il dit. Le géant pharmaceutique américain travaille aux côtés du fabricant de médicaments allemand BioNTech. En juillet, le gouvernement américain a annoncé qu'il paierait aux entreprises 1,95 milliard de dollars pour produire et livrer 100 millions de doses de leur vaccin s'il s'avère sûr et efficace. L'accord a été signé dans le cadre de l'opération Warp Speed, l'effort de l'administration Trump pour accélérer le développement et la production de vaccins et de traitements pour lutter contre le coronavirus.

INDE

92.071 nouveaux cas et 1.136 décès en 24 heures

Le ministère indien de la Santé a annoncé lundi que 92.071 nouveaux cas de Covid-19 et 1.136 décès ont été enregistrés dans l'ensemble du pays au cours des dernières 24 heures.

Selon les dernières données rendues publiques par le ministère, le nombre de décès liés au nouveau coronavirus en Inde a atteint un total de 79.722, tandis que celui de cas confirmés s'élève à 4.846.427. Actuellement, l'Inde compte encore 986.598 cas actifs, tandis que 3.780.107 personnes ont été guéries et ont quitté l'hôpital. Selon le Conseil indien de la recherche médicale (ICMR), 57.239.428 personnes ont été testées jusqu'à dimanche, dont 978.500 durant la seule journée de dimanche. L'Inde est désormais le pays le plus touché au monde en termes de nouveaux cas de COVID-19 découverts chaque jour.

Au cours de la dernière semaine, le nombre moyen d'infections quotidiennes a dépassé 90.000. Néanmoins, ce chiffre était d'environ 58.000 il y a un mois et de 24.000 il y a deux mois.

Les nouveaux cas détectés quotidiennement en Inde sont plus du double de la moyenne quotidienne aux Etats-Unis et au Brésil, les deux autres pays les plus touchés. Dans le contexte de la pandémie de Covid-19, le Parlement indien a entamé lundi sa session de mouson, avec des dispositions strictes mises en place pour maintenir la distanciation sociale.

Les horaires des séances des deux Chambres, Lok Sabha et Rajya Sabha, ont été modifiés et l'entrée des personnes travaillant pour les médias restreinte.

TCHÉQUIE

Nouvelles mesures de restriction dans la lutte contre le coronavirus

De nouvelles mesures de restriction sont entrées en vigueur lundi afin d'endiguer la hausse du nombre de cas de Covid-19 en Tchéquie, ont rapporté des médias. Dans toute la région de Bohême centrale ainsi que dans le district d'Uherské Hradiste (sud-est du pays), tout comme c'est déjà le cas à Prague, les horaires d'ouverture des restaurations sont limités, rapporte l'agence de presse tchèque. Dans la capitale tchèque, à compter de ce lundi, il est obligatoire de se désinfecter les mains avant d'entrer dans les bâtiments publics, les restaurants, les magasins, les hôtels et autres établissements similaires. Les Tchèques doivent porter un masque dans la plupart des espaces publics fermés, alors que la progression du nombre de contaminations au Covid-19 s'accroît dans le pays.

La République tchèque avait déjà introduit l'obligation de porter un masque en mars, peu après l'arrivée de la pandémie en Europe, et avait réussi à contenir la progression de la maladie à des niveaux plus bas que dans la majorité des pays européens. En mai, le gouvernement de centre-gauche a assoupli la plupart des restrictions et le nombre de nouveaux cas a recommencé à augmenter à un rythme soutenu.

La République tchèque a recensé pour la troisième journée consécutive un record d'infections samedi, avec 1.541 nouveaux cas, selon le ministère de la Santé. Ce pays de 10,7 millions d'habitants est désormais un des trois Etats membres de l'Union européenne où la progression quotidienne du virus est la plus rapide. "Si l'épidémie continue à ce rythme explosif, nous allons atteindre les limites de nos capacités hospitalières" fin octobre, a averti l'épidémiologiste Roman Prymula à la télévision tchèque, ajoutant qu'"il est urgent de donner un grand coup de frein".

PROSTATE À QUEL ÂGE DOIT-ON COMMENCER LE DÉPISTAGE ?

La prostate est une glande du système reproducteur masculin qui fabrique le liquide séminal, l'un des composants du sperme avec les spermatozoïdes, qui eux sont fabriqués dans les testicules. C'est aussi la prostate qui, en se contractant, permet l'éjaculation.

Adénome et cancer sont les deux principales pathologies qui touchent la prostate.

L'adénome de la prostate est une augmentation du volume de la prostate qui survient le plus souvent chez les hommes de plus de 50 ans. Cela entraîne principalement des troubles urinaires (soit une difficulté pour uriner, soit une envie fréquente et urgente d'uriner).

Le cancer de la prostate est un cancer qui n'entraîne aucun symptôme lorsqu'il est uniquement localisé à cet organe. C'est pourtant à ce stade, avant qu'il n'y ait des métastases, qu'on peut le guérir. D'où la nécessité d'un dépistage précoce.

Le cancer de la prostate ne fait pas l'objet d'un dépistage organisé. Votre conjoint ne va donc pas recevoir de lettre de l'Assurance Maladie lui rappelant que le moment est venu de se faire dépister ! La démarche d'aller faire un point avec le médecin généraliste doit donc venir de lui, dans l'idéal à partir de 55 ans.

L'Association Française d'Urologie a évoqué l'intérêt d'un dépistage systématique à partir de 50 ans mais, pour éviter toute po-



lémique, les spécialistes s'en tiennent généralement à la recommandation de la Haute Autorité de Santé qui préconise une surveillance annuelle de 55 à 69 ans. C'est en effet dans cette tranche

d'âge que le dépistage semble avoir le plus d'intérêt : une étude européenne a montré qu'elle permettait de réduire la mortalité de 20%. Toutefois si votre conjoint a, dans sa famille, des hommes qui

ont eu un cancer de la prostate, il convient de faire pratiquer un examen de la prostate chaque année, dès 50 ans. Plus d'infos sur le site de l'Association française d'urologie

Prostate: comment se passe le dépistage ?

Pratiqué par le médecin à son cabinet, l'examen ne dure que quelques instants. Le patient est allongé sur le dos, cuisses et genoux légèrement fléchis. En introduisant l'index de sa main droite dans l'anus et en posant sa main gauche au-dessus du pubis, le médecin va s'assurer que la prostate est bien souple (d'éventuelles zones plus dures pourraient indiquer la présence de zones cancéreuses) et d'une taille habituelle. C'est ce qu'on appelle un toucher rectal.

Prostate : une prise en charge sur mesure

Les urologues ont insisté sur le fait que, désormais, ils mettent l'accent sur une prise en charge "sur mesure" de chaque homme atteint d'une pathologie de la prostate.

"Le but est de proposer la ou les options validées les plus adaptées à chaque patient".

Nature de la tumeur, avancement du cancer, âge du patient, existence ou non de symptômes sont ainsi pris en compte pour évaluer sous et sur traitements.

COMMENT SE DÉROULE LA RÉSECTION DE L'ADÉNOME DE LA PROSTATE

La résection prostatique est indiquée pour les personnes souffrant de la prostate. Cet acte médical qui consiste à recréer un canal urinaire, est envisagé lorsque les traitements n'ont pas été efficaces. Une résection endoscopique de l'adénome de la prostate, ou résection prostatique, est un acte médical qui consiste à recréer un canal urinaire perméable grâce à la suppression de l'adénome obstructif.

Quelles sont les indications d'une résection endoscopique d'un adénome de la prostate ?

La résection de l'adénome de la prostate est indiquée pour les personnes qui souffrent d'une pathologie de la partie centrale de la prostate. Le plus souvent, ces personnes ressentent une gêne urinaire et/ou des envies fréquentes de se rendre aux toilettes. La résection prostatique est programmée lorsque le traitement médical pour soigner cette pathologie n'est pas assez efficace ou lorsque la pathologie provoque des complications. Elle concerne les patients qui présentent un volume prostatique peu important (inférieur à 80g).

Comment se déroule une résection endoscopique d'un adénome de la prostate ?

L'intervention se déroule par voie naturelle, sous contrôle endoscopique. La résection de l'adénome de la prostate nécessite un passage par le canal de la verge afin d'enlever, par petits copeaux, le tissu prostatique grâce à un résecteur muni d'une anse électrique.

Cet acte médical permet d'élargir le canal de l'urètre pour

retrouver un fonctionnement plus optimal de la prostate et du canal urinaire. À noter que les copeaux (ou fragments opératoires) retirés lors de l'intervention font systématiquement l'objet d'une analyse afin de déterminer qu'il s'agit bien d'une lésion bénigne (absence de cancer de la prostate). Lorsque le volume prostatique est trop important pour pratiquer la résection de l'adénome de la prostate, une autre option peut être envisagée : l'intervention chirurgicale par voie ouverte.

Est-ce que l'opération est douloureuse ?

La résection endoscopique de l'adénome de la prostate est une intervention réalisée sous anesthésie générale ou locorégionale. Le patient ne ressent donc aucune douleur au moment de l'intervention. À son réveil, il peut toutefois ressentir une irritation du canal urinaire. Cette douleur, appelée « poussée sur sonde », est le plus souvent intermittente. Elle disparaît après quelques heures ou quelques jours selon les patients.

Quelles sont les complications d'une résection endoscopique d'un adénome de la prostate ?

En France, la résection de l'adénome de la prostate est une intervention qui n'entraîne que très rarement des complications. Comme tout acte chirurgical, il est toutefois possible que le patient subisse :

des complications liées à son état de santé général ;
des complications liées à l'anesthésie.

Sur le seul sujet de la résection prostatique, les complications peuvent être :

- un saignement ;
 - une rétention urinaire ;
 - une infection ;
 - une incontinence urinaire ;
 - une phlébite ;
 - un risque d'éjaculation rétrograde ;
 - un rétrécissement secondaire du canal de l'urètre.
- Toutes ces complications sont extrêmement rares.

Quelles sont les suites postopératoires ?

Dans les semaines qui suivent l'intervention, le patient est invité à suivre une consultation postopératoire. Le suivi postopératoire d'une résection de l'adénome de la prostate se résume à :

une évaluation de l'amélioration des symptômes urinaires ;
une vérification de la bonne qualité de la vidange vésicale ;
une analyse d'urine afin de détecter une éventuelle infection. En cas de diagnostic d'un cancer de la prostate sur le tissu prostatique retiré, le suivi postopératoire permet d'informer le patient sur les nouvelles démarches à entreprendre.

À plus long terme, il est conseillé au patient de réaliser un suivi annuel auprès de son médecin ou auprès d'un urologue. Ce suivi régulier permettra d'anticiper la repousse de l'adénome qui peut se produire plusieurs années après l'intervention.

Le café ralentirait le cancer de la prostate

Des chercheurs japonais ont identifié des composés présents dans le café qui pourraient inhiber la croissance du cancer de la prostate. Plusieurs études précédentes ont déjà montré que le café réduit le risque de cancer du colon, protège du cancer de la gorge et éloigne le cancer de la peau. Une nouvelle étude, dirigée par les chercheurs de l'Université de Kanazawa, au Japon, laisse entendre que deux des composés du café permettraient également de ralentir la croissance du cancer de la prostate.

DEUX COMPOSÉS QUI TRAVAILLENT EN SYNERGIE

Ces scientifiques japonais ont étudié in vitro les effets de l'acétate de kahweol et du cafestol, sur des cellules cancéreuses de prostate, et ont constaté à la même étude sur des souris. Ces deux composés ont ralenti la croissance des cellules résistantes aux médicaments anticancéreux tels que le cabazitaxel. "Les deux composés semblent fonctionner en synergie pour ralentir la croissance de la tumeur."

Après 11 jours, la tumeur des souris témoin avait augmenté d'environ 3 fois et demie son volume initial (soit une croissance de 342 %), alors que les tumeurs des souris traitées avec les deux composés du café avaient grossi d'un peu plus d'une fois et demie (soit 167 %) a déclaré le Dr Hiroaki Iwamoto, principal auteur de cette étude présenté au congrès de l'Association européenne d'urologie à Barcelone, et publiée dans la revue *The Prostate*.

Les chercheurs ajoutent à l'intention de ceux qui voudraient modifier leur consommation de café que ces résultats prometteurs ne doivent pas les inciter à en boire plus. "Le café peut avoir des effets à la fois positifs et négatifs (par exemple, il peut augmenter l'hypertension), nous devons donc en savoir plus sur les mécanismes qui sous-tendent ces résultats avant de pouvoir penser aux applications cliniques".

10 novembre 2019

LE TRAITEMENT REND-IL FORCÉMENT IMPUISSANT ?

Les pathologies liées à la prostate sont fréquentes à partir de 50 ans. Les réponses aux questions que vous vous posez le plus fréquemment, par le Professeur Bernard Debré, chef du service urologie

Quelles sont les pathologies liées à la prostate ?

Il existe trois pathologies. Il y a d'abord la prostatite ou infection aiguë de la prostate. Elle peut survenir à tout âge. Elle se traduit par de la fièvre, des frissons, des brûlures lors de la miction (le fait d'uriner) ou lors de l'éjaculation. Cette infection est fréquente. Ce n'est pas un signe de vieillissement.

Seconde pathologie : l'adénome de la prostate, aussi appelé adéno-myo-fibrome prostatique ou hypertrophie bénigne de la prostate (HPB). C'est un tumeur bénigne. Elle est très banale chez l'homme à partir de 45 - 50 ans. Elle se traduit par une faiblesse du jet urinaire, des mictions impérieuses, des levées nocturnes pour uriner, un besoin de pousser pour uriner. L'adénome ou hypertrophie bénigne peut multiplier par 10 le poids de la prostate qui passe de 15 à 150 grammes.

Dernière pathologie : le cancer de la prostate.

Est-ce qu'elle se détériore forcément avec l'âge ?

Non pour la prostatite aiguë qui peut apparaître à tout âge, aussi bien à 15 ans qu'à 70 ans. Mais oui pour l'adénome ou le cancer. L'adénome apparaît vers l'âge de 40 - 50 ans. Les symptômes (envies d'uriner impérieuses et difficilement contrôlables) peuvent être très perturbants. La fréquence de cette pathologie augmente avec l'âge. Elle évolue lentement et progressivement. Elle atteint 20 % des hommes à partir de 40 ans. Plus d'un homme sur deux en souffre aux alentours de 70 ans. En France, 6 millions d'hommes en seraient atteints et 100 000 se font opérer chaque année. L'adénome peut être silencieux ou occasionner une gêne mineure. De fait, ce n'est pas une maladie et certaines personnes peuvent très bien vivre avec.

Une tumeur est-elle toujours maligne ?

L'adénome est une tumeur bénigne. Elle n'est pas maligne, c'est-à-dire qu'elle ne se cancérisse pas. En revanche, la tumeur cancéreuse de la prostate est évidemment maligne. Il y a des



échelles de dangerosité pour chaque tumeur. 20 % des hommes à partir de 50 ans développent un petit cancer qui sera non révélé. C'est-à-dire sans aucun symptôme pour celui qui en est atteint il progressera avec l'âge. A 80 ans, on estime que 80 % des hommes ont un cancer de la prostate. A 100 ans, pratiquement 100 % des hommes l'ont contracté. Il est quelquefois asymptomatique (pas de signes visibles de son apparition) et sans danger, donc ne nécessitant pas forcément de traitement.

En revanche, pour les cancers très agressifs, il y a deux pics d'âge, le premier vers 50 - 60 ans. Ils doivent entraîner un traitement curateur. Autre pic d'âge, vers 70 ans et plus, c'est en général un cancer beaucoup plus calme. Il ne nécessite pas d'être soigné s'il n'est pas virulent. Le cancer de la prostate reste toujours aujourd'hui la seconde cause de mortalité par cancer chez l'homme.

Comment soigne-t-on la prostate ?

La prostatite se soigne par un traitement antibiotique (pendant 4 semaines) souvent associé à un anti-inflammatoire (pendant 6 jours).

Pour l'adénome, le traitement est fonction du trouble urinaire. Si le patient est peu gêné, un traitement médicamenteux à base de permixon (un dérivé de plantes) sera prescrit. Si le dérangement est beaucoup plus important, le traitement sera à base d'alpha lithiques, très efficaces mais qui peuvent entraîner des effets secondaires (hypotension, vertiges).

Enfin, un troisième type de médicaments intervient : les inhibiteurs de la 5 alpha-réductase. Ces derniers empêchent les hormones mâles d'agir sur la prostate. Ils diminuent les troubles ainsi que le volume de la prostate. Enfin, si les médicaments ne sont plus efficaces, l'acte chirurgical (adénomectomie)

est préconisée. Ce n'est pas l'ablation de la prostate en entier mais de sa partie malade.

Comment traite-t-on le cancer ?

Pour le cancer de la prostate, la première phase consiste à évaluer l'échelle de dangerosité (échelle de Gleason) en calculant le PSA. S'il est diagnostiqué trop tard, le traitement sera palliatif (à base d'anti-hormonaux). Il permet de rallonger la durée de vie de 3 à 15 ans.

S'il est diagnostiqué plus précocement, il est possible de le guérir par curithérapie ou prostatectomie pour les moins de 75 ans ou par radiothérapie pour les plus âgés.

Est-ce que je vais devenir impuissant ?

Vous avez un adénome. Il n'y a pas d'impuissance si vous n'avez pas de traitement. Si on vous a prescrit des alpha lithiques, il n'y a pas de troubles sexuels, sauf quelquefois une éjaculation rétrograde.

C'est-à-dire que le sperme prend le chemin inverse en direction de la vessie au lieu d'être renvoyé vers l'extérieur. Les anti-hormonaux tels que les inhibiteurs de la 5 alpha-réductase (pour l'adénome) annihilent la libido dans 20 % des cas. En cas d'intervention chirurgicale, l'érection reste normale mais il y a quasiment toujours une éjaculation rétrograde. Le sujet devient donc stérile.

Vous avez le cancer et on vous a prescrit des LHRH agonistes, il y a castration chimique, donc impuissance. Dans le cas d'une prostatectomie (ablation de la prostate), il y a d'une part risque d'incontinence, et d'autre part risque d'impuissance pour 30 à 40 % des cas. Il est toutefois possible de rendre possible l'érection par injections intra-caverneuses. L'homme se fait lui-même une piqûre (d'edex cavernex par exemple) dans la verge pour obtenir une érection instantanée. Il n'aura en revanche pas d'éjaculation, car il n'y a plus de prostate ni de liquide séminale. En cas de radiothérapie, l'impuissance est beaucoup plus rare. Et très rare en cas de curithérapie.

QUEL TRAITEMENT POUR L'HYPERTROPHIE DE LA PROSTATE ?

Réponse du Dr Alain Senkiewicz : Il est impossible de donner une réponse globale, car c'est l'objet d'un livre complet. Tout dépend donc des symptômes, et des examens complémentaires (bilan sanguin, échographie); On peut ainsi détec-

miner la cause de l'hypertrophie, en général un adénome, qui est une tumeur bénigne, et donner un traitement médical.

Celui-ci sera adapté aux symptômes: difficultés d'uriner, levées nocturnes fréquentes, impériosité,

voire le plus urgent, la rétention aiguë d'urine. Si les médicaments (extraits de plantes, alpha-bloquants...) ne suffisent plus, une intervention chirurgicale peut être indiquée, la décision devant être prise par un urologue

que votre médecin traitant vous indiquera. N'oubliez pas que l'adénome reste bénin, mais que cela n'empêche pas par ailleurs le dépistage du cancer prostatique de façon régulière, qui est un autre sujet.

LIBYE

La communauté internationale se félicite des progrès enregistrés lors des consultations de Montreux

Les consultations interlibyennes qui ont eu lieu à Montreux en Suisse visant à trouver une solution à la crise en Libye, ont été saluées par la communauté internationale qui a appelé toutes les parties prenantes libyennes à saisir cette occasion pour reprendre le dialogue pour une solution globale à la crise.

L'Allemagne s'est félicité dimanche des résultats de ces concertations qui ont eu lieu du 7 au 9 septembre sous les auspices du Centre du dialogue humanitaire et en présence de la mission onusienne en Libye (Manul), a indiqué le ministre allemand des Affaires étrangères, saluant la "percée" enregistrée lors de cette réunion qui a regroupé les principaux acteurs libyens. Elle a également salué la Cheffe par intérim de la mission onusienne, Stephanie Williams, pour ses efforts en vue de relancer le dialogue politique entre les parties libyennes.

L'ambassade des Etats-Unis à Tripoli s'est dite, dans un communiqué publié jeudi, "confiante quant à un avenir meilleur" pour la Libye et que les différentes parties libyennes puissent "tenir un dialogue pacifique en respectant la souveraineté de la Libye pour parvenir à un cessez-le-feu durable, au retrait des forces militaires étrangères et des mercenaires et à la réouverture du secteur de l'énergie en toute transparence quant à la gestion des revenus du pétrole et du gaz" libyens.

Elle a appelé tous les Libyens à "soutenir ce processus à travers lequel le peuple libyen pourra exercer son droit souverain pour décider de son avenir". Dans une réaction aux discussions de Montreux, la Cheffe par intérim de la mission onusienne, Stephanie Williams, a salué, dans un communiqué, "la bonne volonté et le dévouement manifestés par les participants libyens" qui "ont saisi cette occasion pour mettre de côté leurs différends et leurs désaccords de longue date au profit d'une solution libyenne qui pourrait être mise sur la table à la faveur de la reprise prochaine de la conférence de dialogue politique libyenne facilitée par les Nations Unies". Elle a, également, relevé "un point de vue consensuel lors de ces consultations, au sujet, de la nécessité de tenir des élections présidentielles et parlementaires à l'issue d'une période de 18 mois selon un cadre constitutionnel à convenir", expliquant que "cette période doit commencer par la restructuration du Conseil présidentiel, relevant du Gouvernement d'union nationale (GNA)".

Par la même, Mme Williams a accueilli favorablement la proposition des participants aux consultations de transférer, à titre temporaire, à la ville de Syrte, "des fonctions et des bureaux clés du gouvernement, tels que l'autorité exécutive et la Chambre des représentants, après avoir mis en œuvre les dispositions de sécurité et de logistique appropriées". "Nous encourageons la Chambre des représentants et le Haut Conseil d'Etat à poursuivre leurs discussions sur la question des positions souveraines et nous leur demandons de produire le cadre électoral nécessaire dans un délai fixé", a-t-elle dit.

Elle a également lancé un appel à la communauté internationale à "assumer ses responsabilités de soutenir ce processus et à respecter absolu du droit souverain du peuple libyen de déterminer son avenir". Pour rappel, les participants à la réunion de Montreux à laquelle ont pris part des représentants des principaux acteurs libyens, en présence de la Manul, ont convenu, dans une déclaration finale, de considérer la "phase préparatoire à une solution globale" comme un délai pour préparer les conditions appropriées pour la tenue des élections législatives et présidentielles dans un délai ne dépassant pas 18 mois, et sur la base d'une disposition constitutionnelle convenue.

SAHARA OCCIDENTAL

L'Irlande réitère son soutien à l'autodétermination du peuple sahraoui

Le chef de la diplomatie irlandaise, Simon Coveney, a réaffirmé le soutien de son pays à l'autodétermination du peuple sahraoui et au processus dirigé par les Nations unies en vue de parvenir à un règlement politique définitif du conflit au Sahara occidental, occupé par le Maroc depuis 1975.

"Notre position à cet égard demeure une position de soutien au processus dirigé par les Nations unies et aux efforts du secrétaire général des Nations unies pour parvenir à un règlement politique définitif. Nous soutenons le droit à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental", a affirmé le MAE irlandais dans sa réponse à une question écrite du parlementaire Mick Barry sur, entres autres, la situation des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés.

Le ministre a souligné que la solution à ce conflit doit être décidée dans le cadre d'un réel exercice du droit de l'autodétermination. Il appartient au peuple sahraoui de décider seul de son avenir.

Il s'agit de la deuxième affirmation du chef de la diplomatie irlandaise de la nécessité de tenir un référendum d'autodétermination au Sahara Occidental. La

mi-juillet, Simon Coveney avait déclaré à Dublin que le soutien de son pays à l'autodétermination du peuple sahraoui est "indéfectible", soulignant que le dossier du Sahara Occidental fera partie des priorités de l'agenda de l'Irlande au Conseil de sécurité. Il avait, alors, indiqué que cette position restera inchangée lorsque l'Irlande occupera en janvier prochain son siège à l'organe exécutif des Nations Unies en tant que membre non permanent. Dans sa nouvelle réponse qui ne souffre d'aucune ambiguïté, le diplomate irlandais a indiqué que "le respect des droits de l'homme fait partie intégrante de la politique étrangère de l'Irlande".

"Nous cherchons constamment à débattre des questions relatives aux droits de l'Homme par les voies les plus appropriées et les plus efficaces, y compris aux niveaux bilatéral et européen, et par le biais du méca-



nisme d'examen périodique universel des Nations unies", a-t-il soutenu.

Simon Coveney a indiqué avoir eu en juillet 2019 "un échange" sur la question des droits de l'homme avec l'ambassadeur du Maroc lorsqu'il a accompagné le président de la Chambre des représentants du

Maroc, M. Habib EL Malki, lors de sa visite à Dublin. "Des hauts fonctionnaires de mon Département rencontrent également régulièrement l'Ambassadeur du Maroc pour discuter d'un large éventail de questions, les droits de l'Homme étant au cœur de ces discussions", a-t-il indiqué.

PRÉSIDENTIELLE EN CÔTE D'IVOIRE

Le parti de Soro l'investit officiellement

Généralistes et peuples solidaires (GPS) le parti de l'ancien chef rebelle et ex Premier ministre Guillaume Soro, 47 ans, a investi officiellement candidat à la présidentielle du 31 octobre, dimanche devant plusieurs centaines de militants dans un hôtel d'Abidjan. Des membres de GPS avaient déjà déposé sa candidature le 31 août à la commission électorale indépendante (CEI), alors que M. Soro a annoncé sa volonté de participer au scrutin il y a plusieurs mois depuis la France. "Président Soro Kigbafori Guillaume, mon président, votre candidature est portée par tout un peuple prêt pour le combat à vos côtés, malgré l'adversité féroce que vous imposez le parti au pouvoir", a affirmé Minata Koné Zié, une des porte-paroles du parti, qui avait déposé la candidature de M. Soro à la CEI. "Notre candidat, est éligible à l'élection présidentielle prochaine et il la gagnera. Fédérons nos énergies et nos actions pour imposer l'alternance démocratique dans un pays démocratique et prospère avec le Président Soro", a-t-elle conclu. M. Soro a été condamné en Côte d'Ivoire en avril 2020 à 20 ans de prison pour "recel de détournement de deniers publics". De source judiciaire, il y a peu de chances que le conseil constitutionnel valide sa candi-



dature alors que la justice l'a déjà radié des listes électorales pour ce motif. M. Soro fait aussi l'objet d'une procédure judiciaire pour "tentative d'insurrection" dans lequel plusieurs de ses proches sont emprisonnés. 17 membres du parti de Guillaume Soro - dont cinq députés - ont été arrêtés en Côte d'Ivoire entre le 23 et le 31 décembre 2019 lors du retour avorté de M. Soro en Côte d'Ivoire. Les avocats de M. Soro ont déposé cette semaine plusieurs requêtes devant le Conseil constitutionnel pour défendre la candidature de leur client mais aussi attaquer celle du président Alassane Ouattara, qui brigue un troisième mandat controversé. Le Conseil qui a 15 jours pour publier la liste des candidatures validées, devrait donner sa réponse cette semaine. Longtemps allié du président Alassane Ouattara,

qu'il a aidé militairement à accéder au pouvoir pendant la crise post-électorale de 2010-11, il était devenu Premier ministre, puis président de l'Assemblée nationale, avant de rompre avec le chef de l'Etat début 2019. Les militants présents espèrent un retour de Soro au pays. "Bientôt, nous irons accueillir GKS et ce jour-là, toute la ville d'Abidjan ne pourra suffire pour abriter le déferlement humain", a lancé

Yeo Lassina secrétaire général de l'Alliance nationale pour le changement (ANC), qui soutient aussi la candidature Soro. L'annonce de la candidature de M. Ouattara a provoqué des manifestations qui ont dégénéré en violences ayant fait une quinzaine de morts en août. Comme la précédente, la Constitution de 2016 limite à deux les mandats présidentiels. Mais les partisans de M. Ouattara affirment que le changement de Constitution a remis le compteur à zéro alors que l'opposition la juge inconstitutionnelle.

La crainte de violences encore plus meurtrières, à l'approche du scrutin du 31 octobre, est forte, dix ans après la crise née de la présidentielle de 2010, qui avait fait 3.000 morts après le refus du président Laurent Gbagbo de reconnaître sa défaite électorale face à Alassane Ouattara.

CAMEROUN

5 civils tués par Boko Haram dans l'Extrême-Nord

Au moins cinq civils ont été tués dans un attentat-suicide perpétré par le groupe terroriste Boko Haram dans la nuit de vendredi à samedi dernier dans la région camerounaise de l'Extrême-Nord, a-t-on annoncé dimanche de sources sécuritaires. L'incident s'est produit dans le département du Mayo-Tsanaga, précisément au village frontalier de Zeleved, très proche du Nigeria où se trouve le fief de Boko Haram.

Un kamikaze s'est fait exploser à proximité d'un chef traditionnel, tuant ce dernier et au moins quatre civils. Le terroriste est également mort sur le coup, selon les mêmes sources sous couvert d'anonymat. Boko Haram a multiplié les attaques ces derniers jours dans l'Extrême-Nord du Cameroun, victime d'attaques terroristes depuis 2014. Selon la presse locale, dans la nuit du 5 au 6 septembre, un poste de l'armée camerounaise a été détruit dans le département du Mayo-Tsanaga par des terroristes, qui ont tué deux soldats camerounais et ont emportés leurs armes.

OUGANDA

6 réfugiés sud-soudanais tués dans l'attaque d'un camp

Six Sud-Soudanais ont été tués en Ouganda dans un camp abritant plus de 100.000 réfugiés, par des assaillants dont treize ont été arrêtés, a indiqué dimanche la police ougandaise. L'attaque a eu lieu samedi soir au camp de Rhino (ouest), proche de la frontière avec le Soudan du Sud, a déclaré la porte-parole de la police régionale Josephine Angucia, citée par l'AFP. "Treize personnes soupçonnées d'avoir participé à l'attaque du camp de réfugiés ont été arrêtées et nous cherchons les autres", a-t-elle ajouté. La cause des violences serait l'attaque par des réfugiés d'un bovin appartenant à des habitants de la région, selon la porte-parole. "La foule est descendue sur le camp tuant six réfugiés, avant que la police et l'armée ne se déploient et empêchent d'autres violences", a-t-elle expliqué, précisant que l'ordre a été rétabli. Selon le Haut-commissariat des Nations-unies aux réfugiés (HCR), il y a plus de 1,4 million de réfugiés en Ouganda. La plupart viennent du Soudan du Sud voisin, où la guerre civile a fait quelque 380.000 morts et poussé quatre millions de personnes à fuir.

LIBAN

Quatre soldats tués lors d'une opération contre un terroriste

Quatre soldats libanais ont été tués lundi avant l'aube lors d'une opération contre un terroriste recherché, qui a été abattu, dans le nord du pays, a annoncé l'armée.

"Lors d'une descente au domicile d'un terroriste recherché dans le secteur de Minié, la patrouille a été la cible de coups de feu et d'une grenade à main.

Trois soldats ont été tués et un quatrième a été grièvement blessé avant de succomber", a-t-elle indiqué dans un communiqué. L'armée a "poursuivi les tireurs" et tué le chef de la cellule, Khaled al-Tallawi, selon la même

source. D'après les médias locaux, l'armée pourchasse depuis quelques semaines cette cellule impliquée dans le meurtre le 21 août de deux membres de la police municipale et du fils du maire de la localité de Kaftoun (nord). Le lendemain, les forces de sécurité avaient arrêté un suspect après avoir mené un raid dans le camp de réfugiés palestiniens de Beddawi près de Tripoli (nord).



AFGHANISTAN

Pourparlers de Doha: Kaboul insiste sur une trêve avec les talibans

Le gouvernement afghan a insisté lundi sur une trêve avec les talibans, destinée à mettre fin à la violence et à établir une paix durable en Afghanistan, au troisième jour des pourparlers à Doha.

"La participation de l'équipe de négociation du gouvernement d'Afghanistan aux pourparlers de paix vise à obtenir un cessez-le-feu, à mettre fin à la violence et à assurer une paix et une stabilité durables dans le pays", a déclaré le porte-parole présidentiel afghan, Sediq Seddiqi, dans un tweet. A la cérémonie inaugurale des pourparlers samedi en présence du secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo, le gouvernement afghan a appelé à un cessez-le-feu.

Le responsable du processus de paix

du côté du gouvernement, Abdullah Abdullah, a ensuite affirmé que les insurgés pourraient accepter un cessez-le-feu en échange d'une nouvelle libération de prisonniers. "Cela pourrait être une de leurs demandes", a-t-il ajouté avant de repartir comme prévu pour Kaboul dimanche soir. "Il devrait d'abord y avoir une réduction significative de la violence, plus un cessez-le-feu humanitaire et enfin un cessez-le-feu global et permanent."

La première réunion "entre les groupes de contact des équipes de négociation a eu lieu dimanche", a tweeté l'équipe de négociation du gouvernement, ajoutant que le "calendrier et le code de conduite" pour les discussions, dont la durée n'a pas été précisée, avaient été abordés.

Le porte-parole côté talibans Mohammad Naeem a confirmé le début des discussions techniques. M. Pompeo a reconnu qu'il fallait "sans aucun doute relever de nombreux défis lors des pourparlers dans les prochains jours, semaines et mois", après avoir exhorté les deux belligérants à "saisir l'occasion" de faire la paix pour les générations futures. Les négociations de paix, lancées dans le cadre de l'accord américano-talibans conclu en février à Doha, s'annoncent longues et difficiles tant les divergences sont profondes entre les deux belligérants.

Cet accord a entériné en outre le départ des forces étrangères d'Afghanistan d'ici mi-2021, en échange notamment de ce dialogue inter-afghan.

CHINE-ETATS UNIS L'ambassadeur américain en Chine annonce sa démission

L'ambassadeur américain en Chine, Terry Branstad, a présenté sa démission, a annoncé lundi le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo. Les raisons de son départ n'ont pas été précisées pour le moment. Remerciant M. Branstad pour ses services, le secrétaire d'Etat américain a estimé dans un tweet qu'il avait "contribué à rééquilibrer les relations entre les Etats-Unis et la Chine afin qu'elles soient davantage basées sur des résultats, bilatérales et équitables".

M. Branstad, 73 ans, fut gouverneur de l'Iowa, un Etat du Midwest américain, à deux reprises. Il était en poste à Pékin depuis 2017, y représentant Washington durant une période de tensions avec la Chine à propos du commerce, de revendications territoriales locales, de la pandémie et des troubles à Hong Kong. En juin, il avait été convoqué par Pékin après la signature par le

président américain Donald Trump d'une loi autorisant des sanctions contre les dirigeants hongkongais, une action que le ministère chinois des Affaires étrangères avait qualifiée de "grosière interférence dans les affaires intérieures chinoises".

JAPON

Le parti au pouvoir choisit un successeur à Shinzo Abe

Le Parti libéral-démocrate (PLD), au pouvoir au Japon, a élu lundi à une écrasante majorité Yoshihide Suga pour devenir son nouveau chef, et de facto le prochain Premier ministre du pays, en remplacement de Shinzo Abe, démissionnaire pour raisons de santé.

M. Suga a obtenu 377 voix, contre 89 pour Fumio Kishida et 68 pour Shigeru Ishiba, ses deux concurrents, a annoncé le PLD. Un vote du Parlement mercredi pour désigner le nouveau Premier ministre apparaît comme une formalité, étant donné le poids de la coalition formée par le PLD et son allié, le parti Komeito.

Avant même qu'il n'entre officiellement dans la course, M. Suga, 71 ans avait obtenu le soutien de factions clés du parti au pouvoir, sa candidature étant considérée comme synonyme de stabilité et de poursuite de la politique de M. Abe. Invoquant l'urgence de la situation, le PLD avait opté pour un scrutin réduit, limité à 535 électeurs: les 394 parlementaires du parti et 141 de ses représentants dans les 47 régions du pays. Au total, 534 suffrages se sont exprimés.

Ce mode de scrutin avait donné un avantage décisif à M. Suga face à ses deux rivaux. Shi geru Ishiba est notamment populaire dans l'opinion publique japonaise, mais il est mal vu par certains membres du PLD, qui ne lui pardonnent pas d'avoir quitté un

temps le parti dans les années 1990 et de critiquer ouvertement le bilan de M. Abe. Shinzo Abe, 65 ans, qui a battu des records de longévité comme Premier ministre (plus de huit ans en deux mandats), avait refusé de se prononcer publiquement en faveur de l'un des trois candidats.

Il a fait l'annonce surprise de sa démission fin août, en expliquant

qu'une récurrence de sa maladie inflammatoire chronique de l'intestin l'empêchait de rester aux commandes. Le prochain chef du gouvernement devra relever une série de défis particulièrement difficiles et complexes. Le Japon était déjà en récession avant la pandémie de coronavirus et de nombreux acquis de la politique économique du Premier ministre sortant, appelée "Abenomics", sont maintenant en danger.

M. Suga a déclaré que la relance de l'économie serait une priorité absolue, tout comme l'endigement du virus, essentiel aussi pour la tenue des Jeux olympiques de Tokyo 2020, reportés à l'année prochaine. Les enjeux diplomatiques sont également importants, notamment la préservation de l'alliance avec Washington et l'attitude à adopter face à la Chine, alors que l'opinion mondiale s'est durcie contre Pékin après la propagation du coronavirus et les troubles politiques à Hong Kong.

CANADA

Un gardien bénévole d'une mosquée tué à Toronto

Un homme âgé de 58 ans a été tué devant une mosquée de la ville de Toronto dans le centre du Canada, ont rapporté lundi des médias.

L'information a été relayée au lendemain de l'incident qui s'est produit samedi tard dans la soirée lorsque la victime, du nom de Moahmed Aslim Zafis, a été poignardé alors qu'il était devant une mosquée du quartier de Rex-

lade dans le nord-est de la métropole ontarienne.

Dépêchés sur les lieux du forfait, les ambulanciers ont trouvé la victime sans signe de vie gisant dans son sang. Réagissant peu après, la police de Toronto a indiqué dans un tweet que l'homme âgé de 58 ans a été poignardé au cou et est décédé immédiatement. Selon le communiqué des autorités, l'homme travaillait

ETATS-UNIS - ÉLECTIONS

Un meeting en salle de Trump indigné les autorités locales

Le président américain Donald Trump a tenu dimanche son premier meeting entièrement en intérieur depuis des mois, indignant les autorités locales qui avaient averti que le rassemblement pourrait enfreindre les restrictions liées au coronavirus concernant la jauge autorisée.

Le meeting programmé dimanche dans la ville de Henderson, dans le Nevada, a attiré les foudres des autorités locales qui ont signalé que les événements rassemblant plus de 50 personnes n'étaient pas autorisés à cause du coronavirus.

"La ville de Henderson a fait parvenir une lettre formelle et un avertissement verbal à l'organisateur de l'événement expliquant que l'événement, tel qu'il était programmé, violait directement les directives d'urgence liées au Covid-19 du gouverneur", a déclaré la porte-parole de la ville Kathleen Richards dans un communiqué.

Trump s'est servi du rassemblement de dimanche à Henderson, dans la banlieue de Las Vegas, pour applaudir sa propre gestion de la pandémie, qui a tué près de 195.000 Américains, le bilan le plus élevé au monde. "Nous avons fait un travail incroyable, nous n'obtenons absolument aucune reconnaissance pour le travail que nous avons fait", a dit M. Trump à la foule réunie, ajoutant que son leadership a "sauvé des millions de vies". Le gouverneur de l'Etat, Steve Sisolak, a écrit sur Twitter que "ce soir, le Président Donald Trump mène des actions irréflechies et égoïstes, qui mettent d'innombrables vies en danger ici au Nevada".

"Il semblerait que le Président ait oublié que son pays est encore en plein milieu d'une pandémie mondiale", a-t-il souligné. Donald Trump a qualifié M. Sisolak, un démocrate, d'être un "amateur en politique" et a exhorté la foule à "dire à votre gouverneur d'ouvrir votre Etat".

La pandémie a privé la campagne présidentielle américaine de son flot habituel de meetings, mais à moins de deux mois du scrutin, Donald Trump et son rival démocrate Joe Biden ont accéléré le rythme de leurs apparitions. L'équipe de campagne de M. Trump a fait savoir que des prises de température seraient faites à l'entrée du meeting et que des masques seraient remis aux participants, encouragés à les porter.

"Si vous pouvez rejoindre des dizaines de milliers de personnes manifestant dans les rues, jouer dans un casino ou brûler des petits commerces lors d'émeutes, vous pouvez vous réunir pacifiquement selon le 1er amendement pour écouter le président des Etats-Unis", a déclaré à des journalistes le directeur de la communication de la campagne de Donald Trump, Tim Murtaugh.

En juin, Donald Trump avait déjà été lourdement critiqué après avoir tenu à Tulsa, dans l'Oklahoma, un meeting en salle, plus tard soupçonné d'avoir été à l'origine d'un pic de cas de Covid-19. La plupart des participants n'avaient pas respecté les consignes de distanciation et refusaient de porter des masques.

Les cas de coronavirus à Tulsa avaient largement augmenté dans les semaines suivant ce meeting Tulsa, les autorités sanitaires locales

précisant qu'il était "plus que probable" que des grands rassemblements y aient contribué.

comme gardien bénévole à la mosquée et était assis sur une chaise au niveau de la porte d'entrée du lieu de culte pour s'assurer du respect par les fidèles des règles sanitaires et des gestes barrières indiqués contre la pandémie de la Covid-19.

La police a diligenté une enquête pour élucider les circonstances exactes du meurtre.

PORTRAIT

Makhlouf Boughareb : l'humble aède des Ath-Yanni

Il se gave, depuis son jeune âge, d'envolées lyriques et s'adonne allégrement à l'articulation rimique. Réservé, humble et délicat à l'extrême, Makhlouf Boughareb se laisse submerger par sa passion pour la poésie qu'il décline en langues française et amazighe et qu'il puise de ses ressentis intimes, de son environnement et des turpitudes de son époque.

Si la région des Ath-Yanni (Tizi-Ouzou) est réputée pour être un creuset de l'érudition et de l'art en enfantant des sommités mondiales comme Mohamed Arkoun, Mouloud Mammeri ou encore le chanteur Idir, cette pittoresque localité, nichée au pied du majestueux Djurdjura, a donné également naissance à de multiples autres talents versés dans divers domaines, tel que celui consistant à ciseler les mots, avec autant de dextérité que celle ayant donné forme aux renommés bijoux locaux.

Dans ce registre, Makhlouf Boughareb est sans contexte l'un des plus en vue, grâce à un talent affirmé et précoce pour la belle prose.

En attestent les multiples gratifications auréolant sa fertile créativité.

La plus récente étant la sélection, en juin 2020, d'un de ses poèmes par l'anthologie française "Poètes en roue libre", aux côtés de 21 autres noms représentant les deux rives de la Méditerranée.

"C'est une anthologie de référence et qui a beaucoup de visibilité. D'ailleurs, j'ai eu de nombreux échos positifs à la suite de cette sélection!", commente-t-il pour l'APS, précisant que c'est "L'échanson" qui lui vaudra cette place.

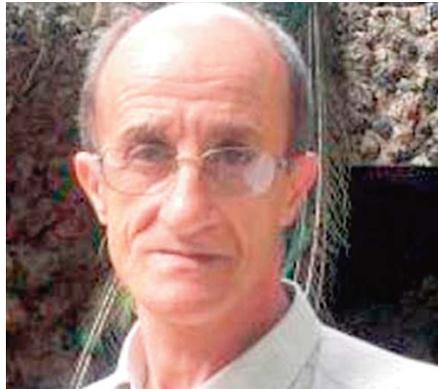
Il y dit : "A tous les jours traqués comme des malentendus, j'offre à boire. A tous les captifs, aux pensifs qui ne pensent plus, j'offre à boire.

Aux mutins, aux lutins et mêmes aux matons".

En 2004, il a également figuré dans les anthologies "Les cygnes de l'Aube" et "Les chants des larmes", un livre collectif international dédié à la poésie et édité en France par la maison "Lire et méditer".

Natif, il y a plus d'un demi-siècle du village de Taourirt-Mimoun, l'aède des Ath-Yanni dit se nourrir "de joutes ancestrales et du rêve d'assister à d'autres, plus contemporaines".

Et c'est dans la littérature et la poésie universelles de Mammeri, Djaout, Baudelaire, Musset, Aragon, Prévert, ou encore dans les textes mélodieux d'Idir, Ait Menguellet, Ferré, Ferrat, etc, que son inclination pour la rime a germé. Celle-ci est née également de ses longues écoutes radiophoniques, bercé qu'il était par des émissions



phares des chaînes 2 et 3, dont celles de Farid Mammeri et de Djamel Benamara.

Plus tôt, son inspiration s'est nourrie de ses cahiers d'écolier pour se développer au fil de l'écriture.

En langue française, ses œuvres poétiques principales sont: "L'enfer un peu", "Faire trembler mes terreurs", "Délirève", "De Pénélope à Ulysse", tous édités en France.

Accessoirement, il s'est essayé à l'écriture des nouvelles "Dompte la blancheur" et à la traduction de tamazight vers le français et inversement, citant l'œuvre de Tahar Djaout "Les rets de l'oiseleur", "Les Isfra" de M. Mammeri, "Il meurt lentement" de Pablo Neruda et "Le roman inachevé" de Louis Aragon.

Ceci, en plus d'avoir composé les paroles en tamazight de quelque chansons pour le groupe musical local "Yanni". Dans le palmarès de Makhlouf Boughareb, figuré également un Prix et une attestation de mérite délivrés par la ville de Turin (Italie) pour des poèmes traduits en italien, alors que son poème "L'arc en ciel" a été lu lors

de la Journée de la paix, célébrée en septembre 2015 à New York par les Nations-Unies.

Sa verve créatrice a, en outre, été gratifiée en 2000 du Prix M. Mammeri pour "Tafsut-Inni" (Ce printemps-là), décerné par la Fédération des Associations amazighes ainsi que du Prix de la revue italienne "Imagine et Poésia" (2015). A son actif, le poète compte plusieurs passages, en français et en tamazight, dans des radios et télévisions nationales et étrangères ainsi que des contributions dans la presse algérienne. De même qu'il a pris part à divers festivals de poésie kabyle, en tant qu'auteur, organisateur ou membre du jury. Engagé également dans l'action associative, il a fondé et assuré le Secrétariat général des associations "Taneflit" (développement) et de "ASAKA" (le pont).

"Taneflit" ayant été le 1er club algérien affilié à l'Unesco et ayant reçu, pour ses efforts, les félicitations de son ancien Directeur général, Frédéric Mayor.

M. Boughareb résume sa conception d'un écrit poétique abouti en ces termes : "Chacun devrait dire au fond de lui: +j'aurais aimé l'écrire ce poème !+ "

S'agissant de ses projets futurs, il évoque des recueils de poésie "en attente d'édition, comme des lettres jamais affranchies", à l'instar de "Vacuité" où il déclame: "Aujourd'hui, ni les rues désertes ni les iconoclastes chasseurs de tourbillons.

Ni les vaillantes lunes, veillant les fiers gardiens, augurant des aubes glauques.

Ni les doigts crochus résignés, accrochés aux pans du ciel. Ni même l'évanescence des sourires. Et des vains départs qui récidivent. Invités par d'impromptus naufrages. Car tout se trace désormais. En déchirures, en zébrures. Et je m'en veux de n'être pas Makhlouf Boughareb". Mais quels que soient les honneurs passés et à venir, le barde des Ath-Yanni n'est pas prêt de cesser de rimer et, se faisant, de troquer la discrétion qui le distingue pour une détestable vanité. Et il le souligne si bien en se définissant comme étant "un homme simple, allant l'amble pour si peu de scintillements".

APS

77^E MOSTRA DE VENISE

Le Lion d'or couronne "Nomadland" de Chloé Zhao

"Nomadland", film de la réalisatrice américaine d'origine chinoise Chloé Zhao a remporté le Lion d'or au terme de la 77^e Mostra de Venise, une édition marquée par la crise du coronavirus, ont rapporté des médias. Agée de 38 ans, Chloé Zhao est la première femme à recevoir ce prestigieux prix, depuis le couronnement en 2010 de Sofia Coppola pour "Somewhere".



Avec ce prix, la réalisatrice qui s'est fait connaître en 2017 avec "The Rider" et prépare un film Marvel qui doit sortir l'an prochain, peut espérer se placer dans la course aux Oscars. Elle suivrait ainsi l'exemple de plusieurs Lion d'Or ces dernières années, dont le "Joker" de Todd Phillips, couronné en 2019 et oscarisé quelques mois plus tard. En distinguant "Nomadland", le jury présidé par la star australienne Cate Blanchett a choisi de récompenser l'une des rares productions américaines présentées lors de cette édition pas comme les autres de la Mostra de Venise, en pleine pandémie de coronavirus. C'est d'ailleurs par un message vidéo enregistré depuis un van à Pasadena, en Californie, que la réalisatrice a réagi à la remise du prix. Un rappel cruel de la crise sanitaire qui a mis l'industrie du cinéma à genoux et empêché de nombreuses équipes de films de faire le voyage à Venise.

"Merci beaucoup !", a simplement déclaré la cinéaste.

Porté par la présence magnétique de l'actrice aux deux Oscars Frances McDormand, "Nomadland" est un road-trip mélancolique d'une femme brisée par la vie, exemple des perdants de l'Amérique d'aujourd'hui qui se retrouve plongée dans l'univers des "van dwellers" (habitants des caravanes), où des Américains, au hasard de leur route ou sur les réseaux sociaux (vanlife), vivent en communauté, faisant de leurs véhicules aménagés leur unique lieu de vie et enchaînant les petits boulots pour survivre. Le jury, où figuraient

notamment l'actrice française Ludivine Sagnier et l'acteur américain Matt Dillon, a par ailleurs distingué "Nuevo Orden" du Mexicain Michel Franco (Grand Prix du jury), alors que le Lion d'argent du meilleur réalisateur est allé au Japonais Kiyoshi Kurosawa pour "Les amants sacrifiés".

Côté interprètes, la Britannique Vanessa Kirby, qui s'est fait connaître avec son rôle de la princesse Margaret dans la série "The Crown", a été couronnée pour son premier rôle titre au cinéma dans "Pieces of a woman" de Kornel Mundruczo.

L'actrice de 32 ans était également à l'affiche d'un autre film en sélection sur le Lido, "The World to Come", de Mona Fastvold. L'acteur italien Pierfrancesco Favino a quant à lui, été récompensé pour son rôle dans "Padrenostro" de Claudio Noce. Lors de cette édition, l'actrice britannique Tilda Swinton et la réalisatrice hongkongaise Ann Hui se sont vues décerner le Lion d'Or pour l'ensemble de leurs carrières respectives.

Avec 18 films en compétition, la 77^e Mostra de Venise, tenue du 2 au 12 septembre, aura réuni au total, 60 longs-métrages, présentés dans cinq catégories différentes, 15 courts-métrages et une série télévisée.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIÈRE

NIF:098539019038609

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES DEUXIÈME FOIS N° 11/2020

L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière d'El-Oued, dont le siège social sis à la cité 19 mars wilaya d'El-Oued lance un Avis d'Appel d'Offres ouvert avec exigence de capacités minimales relatif à la réalisation des lots cités ci-dessous :

Projet	Programme	Localité	Lot	Catégorie de qualification
Réalisation d'achèvement de 02/18/723	Programme 753 LOGTS DESTINÉS EDUCATION	Dehbia	Lot 04 : primaire Bilaia Bachir	Catégorie 01 et plus activité principale ou secondaire Bâtiment
Réalisation d'achèvement de 05/15/723		Sidi Aoun	Lot 05 : primaire Ladjal Aï Chaaban	
Réalisation de 02/29/723		Robbah	Lot 02 : primaire Hadj Saad Masoud	
Réalisation de 02/26/723		Djamaa	Lot 08 : primaire Naoui Omar	
Réalisation d'achèvement de 02/26/723			Lot 09 : primaire Mekadem Nadjet	
Réalisation d'achèvement de 02/14/723			Lot 10 : primaire Ben Aouï Abd Razag	
Réalisation d'achèvement de 03/08/723		El Meghaier	Lot 01 : primaire Bel Rachad Abed Razag 01	
Réalisation d'achèvement de 03/19/723		Sidi Khalil	Lot 06 : primaire Cité Salama	

Condition minimales d'éligibilités sont fixées comme suit :

1- Disposer d'un certificat de qualification et classification professionnelle dans le domaine de Bâtiment activité principale ou secondaire, catégorie 1 ou plus. Seules les entreprises répondants aux conditions minimales d'éligibilités citées ci-dessus peuvent retirer le cahier des charges auprès du **DRC Direction de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière (OPGI) d'El Oued**.

Adresse: Cité 19 mars wilaya d'El Oued, contre paiement des frais de reproduction fixés à **Trois Mille (3000,00 DA)**, à partir de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP ou le portail des marchés publics.

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. (Selon l'article 03 de l'instruction aux soumissionnaires). Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise,

la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention « dossier de candidature, « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée, anonyme et fermée porte la mention et l'adresse suivante

A Monsieur le Directeur Général de l'Office de promotion et de Gestion Immobilière d'El Oued Cité 19 mars « Avis d'appel d'offres » OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES DEUXIÈME FOIS N° 11/2020 la réalisation de LOT :

La durée de préparation de offres est fixée à **15 Jours**, à compter de la 1^{re} première parution de l'avis d'appel d'offres dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP ou le portail des marchés publics.

La date de dépôt des offres est fixée au 15^{ème} jour de **08h00 à 12h00** au niveau du secrétariat de la **direction générale de**

l'OPGI d'El Oued cité 19 Mars El Oued Wilaya d'El Oued.

L'ouverture des plis est prévue le même jour de dépôt des offres à **14h00**mn, quatorze heures. Les soumissionnaires ont invités à y assister.

Si la date de dépôt et d'ouverture coïncide avec un jour férié ou un jour de weekend celle-ci est reportée au jour ouvrable suivant aux mêmes horaires.

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période égale à la durée de préparation des offres augmentée de **05 mois** à partir de l'appel d'offres, dans le cas de l'entreprise attributaire d'un marché public, le délai de validité des offres est prorogé systématiquement, d'un mois supplémentaire, et conformément à l'article 99 du décret présidentiel n°**245-247** du **16 septembre 2015** portant la réglementation des marchés publics.

NB : Le soumissionnaire peut soumissionner pour un ou plusieurs lots, mais ne peut plus que dans la même commune.

USA - CHINE - INTERNET

Rejet de l'offre de Microsoft pour racheter TikTok

L'offre de Microsoft pour racheter les activités américaines de l'application de vidéos légères TikTok a été rejetée par ByteDance, le propriétaire chinois de la plateforme, a fait savoir dimanche soir le géant informatique américain.



"ByteDance nous a fait savoir aujourd'hui qu'ils ne vendraient pas les opérations américaines de TikTok à Microsoft.

Nous sommes convaincus que notre proposition aurait été bonne pour les usagers de TikTok tout en protégeant les intérêts de sécurité nationale", a indiqué Microsoft dans un communiqué.

Le groupe de Redmond (Washington, ouest) avait indiqué début août son intérêt pour le rachat des opérations américaines de

TikTok, sous la menace d'une interdiction aux Etats-Unis.

Le président Donald Trump, qui accuse sans preuve depuis des mois le populaire réseau social d'espionnage au profit de la Chine, a signé des décrets pour forcer ByteDance à vendre rapidement les activités de TikTok sur le sol américain.

Si un accord de rachat n'est pas trouvé avant le 20 septembre, la plateforme devra fermer aux Etats-Unis. L'application a porté

plainte contre le gouvernement américain pour contester cette mesure.

"Nous aurions fait des changements significatifs pour assurer que le service respecte les standards les plus élevés en matière de sécurité, de respect de la vie privée, de sûreté et de lutte contre la désinformation", a affirmé Microsoft.

Fin août, le groupe de supermarchés Walmart avait confirmé s'être allié avec Microsoft dans les négociations pour acquérir la plateforme de partage de

vidéos courtes, généralement humoristiques ou musicales.

Ce partenariat des deux géants américains n'aura toutefois pas suffi.

Selon plusieurs médias américains, le groupe informatique Oracle, dont le nom a circulé comme l'un des possibles acquéreurs, a désormais la voie libre pour le rachat des activités américaines de TikTok.

Oracle et TikTok n'ont pas confirmé dans l'immédiat.

CHINE - ESPACE

Un satellite d'observation polaire obtient plus de 2.500 images

Le premier satellite d'observation polaire de la Chine, BNU-1, a capturé 2.501 images couvrant les régions arctiques et antarctiques après avoir orbité autour de la Terre pendant une année complète, a déclaré samedi son propriétaire, l'Université normale de Pékin (BNU).

Lors d'une conférence de presse tenue à Pékin, l'université a publié une série de données de télé-détection des pôles Nord et Sud.

Parmi toutes les images obtenues par le satellite, 850 concernent la calotte glaciaire de l'Antarctique et 1.025 les régions arctiques.

En outre, le satellite a réalisé plus de 240 scènes de télé-détection de haute qualité, capturant les pôles Nord et Sud par temps partiellement nuageux avec une résolution de 80 mètres.

Les utilisateurs ont accès à toutes les données et images et le téléchargement est gratuit, a annoncé la BNU.

Le satellite, également appelé "Ice Pathfinder", a été lancé le 12 septembre 2019.

Il s'agit du premier membre de la constellation chinoise de satellites d'observation polaire, qui comptera un total de 24 satellites.

Pendant son fonctionnement en orbite, le satellite a surveillé en permanence le gigantesque vélage de glace qui s'est produit sur la plate-forme glaciaire d'Amery en septembre 2019 et a obtenu des images et des données satellitaires clés, a indiqué Chen Zhuoqi, chef de l'équipe d'exploitation du satellite et professeur associé à l'université Sun Yat-sen de Guangzhou.

Le satellite a également réalisé une cartographie de télé-détection du Groenland avec une résolution de 70 mètres en 2020, a-t-il ajouté.

Soutenu par le ministère chinois des Sciences et des Technologies, le satellite a été conçu par la BNU et développé conjointement par la "China Great Wall Industry Corporation et la Shenzhen Aerospace Dongfanghong Satellite".

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS DIRECTION DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS DE LA WILAYA DE CHLEF

Avis de mise en demeure N°02

- Conformément au décret présidentiel n°10-236 du 07 octobre 2010 modifié et complété portant réglementation des marchés publics, notamment son article 112 ;

- Conformément à l'arrêté du 28 mars 2011 fixant les mentions à porter dans la mise en demeure et les délais de sa publication ;

- Conformément à l'avis de mise en demeure n°01 en date du 20/07/2020 paru les quotidiens nationaux : المشوار السياسي — Compétition ;

- Vu le non respect de ses engagements envers le service contractant par l'entreprise citée ci-dessous de reprendre et achever les travaux ;

Il est adressé cet avis de mise en demeure N° (02) à l'entreprise des travaux bâtiment de Mr. RIAH M'hamed pour motif: l'entreprise n'a pas repris les travaux, concernant le lot 06 : voirie et

réseaux divers (VRD), dans le cadre de l'opération de réalisation et équipement en mobilier de bureau, scolaire et service commun et parc auto d'un CFPA 250 P.F / 60 lits à Dhahra, selon le marché n°217/2011 du 20/04/2011.

A cet effet, il est demandé à l'entreprise concernée incessamment d'entamer et d'achever les travaux ordonnés et l'approvisionnement du chantier par les matériaux de construction ainsi que par la main d'œuvre, dans un délai de huit (08) jours, à compter de la première parution de ce présent avis dans les journaux nationaux, et dans le cas contraire, l'entreprise sera en état d'abandon envers ses engagements et obligations, le maître de l'ouvrage sera dans l'obligation d'appliquer la réglementation en vigueur à l'encontre de l'entreprise (résiliation unilatérale du marché).

Dominic Thiem remporte l'US Open, son premier titre du Grand Chelem

L'Autrichien Dominic Thiem, 3^e mondial, a remporté l'US Open, son premier titre du Grand Chelem, en retournant une finale très mal débutée contre l'Allemand Alexander Zverev (7^e) 2-6, 4-6, 6-4, 6-3, 7-6 (8/6) dimanche à Flushing Meadows.

La 4^e finale aura été la bonne pour Thiem, 27 ans, qui avait chuté à ce stade à Roland Garros en 2018 et 2019, puis au dernier Open d'Australie en février.

Il est le premier nouveau vainqueur d'un Majeur depuis Marin Cilic à l'US Open 2014.

Et il est même le premier hors "Big 3", depuis Stan Wawrinka à Flushing Meadows en 2016, Novak Djokovic ayant été disqualifié pour un geste d'humeur en 8^e de finale et le duo Rafael Nadal-Roger Federer ayant fait l'impasse, dans des conditions inédites à huis clos, dictées par le coronavirus.

Après sa victoire solide en demi-finale aux dépens de Daniil Medvedev, finaliste l'an passé, Thiem apparaissait comme le favori légitime pour cette finale.

Autant par son classement, que par l'impression laissée durant cette quinzaine, sans oublier un bilan très favorable dans ses confrontations avec Zverev.

Il menait en effet 7-2 et restait sur trois victoires consécutives dont la dernière en demi-finale à Melbourne (3-6, 6-4, 7-6, 7-6).

Ce 8^e succès a un parfum historique car il est le premier à remporter une finale de l'US Open après avoir été mené deux sets à rien.

C'est au terme d'un bras de fer d'une grande intensité au 5^e set, les quatre précédents ayant été moins disputés de part et d'autre, que Thiem a fait la différence.

Breaké à 5-3, il a immédiatement repris le service de Zverev pour rester en vie, et une fois de plus au 11^e jeu pour mener 6-5. Mais Zverev est parvenu à débayer à son tour pour arracher un jeu décisif. Il lui a fallu trois balles de match et une erreur directe de l'Allemand pour enfin être sacré au bout de 4 heures 01 minutes d'un combat éreintant.

Après quoi son adversaire a privilégié le fair-play, dans une étreinte, à la distanciation imposée par le protocole.

NBA

L'entraîneur Mike D'Antoni quitte les Houston Rockets

L'entraîneur Mike D'Antoni, dont le contrat expirait à l'issue de cette saison, a décidé de ne pas poursuivre l'aventure entamée il y a quatre ans avec les Houston Rockets, au lendemain de leur élimination en play-offs NBA.

"C'est avec une grande tristesse que j'annonce la fin d'une incroyable aventure vécue à Houston", a déclaré D'Antoni dans un communiqué, ajoutant s'approprier à "ouvrir un nouveau chapitre".

"Mike est un vrai professionnel et un vrai cerveau du basket. Nous avons été bénis d'avoir eu un tel coach pendant quatre saisons", a réagi le propriétaire de la franchise Tilman Fertitta.

Les négociations pour une prolongation entamées en fin de saison passée n'ont pas plus abouti cette année, et la décision de l'ancien entraîneur de Phoenix et de New York fait suite à l'élimination 4-1 par les Lakers de LeBron James en demi-finale de conférence Ouest.

Le bilan de D'Antoni, 69 ans, est de 217 victoires et 102 défaites durant son mandat texan. Il a conduit l'équipe une fois en finale de conférence et trois fois en demi-finales.

Celui qui a été désigné deux fois entraîneur de l'année (2005, 2017) fait partie des candidats pour prendre les rênes des 76ers de Philadelphie selon plusieurs médias.

APS

VOLLEY/ AFRIQUE

Ouverture des candidatures pour abriter les cours nationaux en 2021

La Confédération africaine de volleyball (CAVB) a annoncé, dimanche sur son site officiel, l'ouverture des candidatures pour accueillir des cours nationaux dans différentes catégories en 2021.

Les cours nationaux qui seront prodigués en quatre langues (anglais, français, arabe et portugais) toucheront les entraîneurs de volleyball et beach-volley, touchant à l'arbitrage et la gestion, les systèmes d'information de volley-ball (VIS) et Data Volley.

"Ces cours nationaux seront conformes à la vision de la Fédération internationale de volley-ball (FIVB) et de la Confédération africaine (CAVB) et pourront utiliser les technologies numériques.

Ils seront proposés selon une stratégie mixte qui se fera via e-learning, cours physique ou une combinaison des deux selon la nature du cours et le approbation du conseil d'administration de la CAVB", a expliqué l'instance continentale, ajoutant



que la priorité sera donnée aux fédérations nationales de catégorie 1 et 2 et chaque pays qui ne pourra accueillir qu'un seul cours.

Selon le programme arrêté par la CAVB, chaque fé-

dération nationale devra inscrire au moins 15 participants pour que le cours soit confirmé, et l'inscription aux cours se fera par voie électronique, conformément aux tendances mon-

diales de l'automatisation. "Les fédérations nationales souhaitant accueillir les cours doivent soumettre leurs candidatures au plus tard le 10 octobre 2020", a conclu l'instance.

CYCLISME/MONDIAL

Pedersen renonce à défendre son titre à Imola



Le cycliste danois Mads Pedersen a renoncé à défendre son titre au prochain Mondial (27 septembre) sur le circuit italien d'Imola qu'il juge trop difficile pour lui, a annoncé lundi la fédération danoise. Pedersen, qui participe actuellement le Tour de France, s'était imposé l'an passé à Harrogate, dans le Yorkshire, devant l'Italien Matteo Trentin. Le Danemark, qui a annoncé lundi sa sélection, a bâti son groupe autour de Jakob Fuglsang (35 ans), vainqueur de Liège-Bastogne-

Liège l'an passé et du Tour de Lombardie à la mi-août. "Le parcours est bien adapté aux coureurs qui brillent dans les classiques ardennaises, Jakob Fuglsang est l'un d'entre eux", a commenté le sélectionneur Anders Lund. "Il a utilisé Tirreno-Adriatico pour se préparer et il enchaîne par un stage en altitude. Il a un plan précis et il le suit". Dans le contre-la-montre, le Danemark alignera Kasper Asgreen et le triple champion du monde espoirs de la discipline Mikkjel Bjerg.

NFL

Des genoux à terre pour les premiers matches de la saison

Des dizaines de joueurs et d'entraîneurs se sont agenouillés et six équipes sont restées dans leurs vestiaires pendant l'hymne national américain, dimanche à l'occasion des premiers matches de la nouvelle saison de football américain (NFL).

Après des mois de protestations continues contre le racisme après la mort de George Floyd le 25 mai lors de son interpellation, le sport le plus populaire des Etats-Unis a vu un regain d'activisme chez ses acteurs, dans le sillage d'autres sportifs comme les basketteurs NBA à la pointe de ce combat.

L'entraîneur-chef d'Indianapolis, Frank Reich, s'est agenouillé tandis que ses

joueurs lui ont tenu les bras pendant l'hymne avant leur match contre les Jaguars à Jacksonville.

"Nous ne resterons pas silencieux, nous ne serons pas neutres, nous ne serons pas passifs", ont justifié les Colts sur Twitter.

"Notre intention est d'attirer l'attention sur la question du racisme systémique et de l'injustice qui en découle", ont-ils ajouté.

"Nous ne protestons pas contre le drapeau, l'hymne ou les hommes et femmes qui portent l'uniforme.

Cette action vise à souligner que la présence, le pouvoir et l'oppression du racisme restent incompatibles avec l'unité et les libertés qui déterminent ce qu'est

être Américain." A Atlanta, les membres des Seattle Seahawks et des Falcons sur le terrain se sont aussi tous agenouillés, immédiatement après le coup d'envoi de leur match.

Les joueurs et les entraîneurs des Seahawks portaient des t-shirts portant le slogan "Nous voulons la justice" pendant leur échauffement.

A Baltimore, le quarterback Lamar Jackson et une majorité de ses coéquipiers ont posé genou à terre ou se sont assis pendant l'hymne.

L'agenouillement avait été adopté par l'ancien quarterback de San Francisco Colin Kaepernick en 2016, pour protester contre les

violences policières faites aux Noirs.

Ce qui lui avait valu quelques mois plus tard les insultes de Donald Trump, et lui avait coûté in fine sa carrière.

Sur les 18 équipes impliquées dans les neuf matches au programme dominical, six - Green Bay, Miami, Jacksonville, Buffalo, Philadelphie et les Jets de New York - ont elles choisi de rester dans leurs vestiaires, pendant qu'était entonné le "Star-Spangled Banner".

Ils sont aussi restés à l'intérieur pour "Lift Ev'ry Voice and Sing", une chanson considérée comme "l'hymne national noir", que la NFL a souhaité faire jouer avant tous les matches du jour.

AUTO/FORMULE1

Hamilton vainqueur du Grand Prix de Toscane

Lewis Hamilton (Mercedes) a remporté sa 90^e victoire en Formule 1 dimanche au Grand Prix de Toscane, et se retrouve dorénavant à une longueur du record de l'Allemand Michael Schumacher.

Le sextuple champion du monde Britannique s'est imposé au terme d'une nouvelle course chaotique mar-

quée par de nombreux accidents et abandons, sur l'inédite piste du Mugello en Italie.

Son coéquipier Valtteri Bottas et Alexander Albon (Red Bull) complètent le podium. Avec cette 6^e victoire en 2020, en neuf manches, le sextuple champion du monde britannique porte son avance à 52 points sur Bottas au

championnat du monde. Les Ferrari, qui célébraient le 1000^e GP de la Scuderia ce week-end, font partie des 12 monoplaces ayant réussi à franchir la ligne d'arrivée au Mugello, cette piste "à l'ancienne" que les pilotes ont beaucoup appréciée. Mais Charles Leclerc, parti 5^e, ne s'est classé que 8^e, et Sebastian Vettel 10^e.

LIGUE 1 ALGÉRIENNE (MC ALGER) Bourdim prolonge pour deux saisons

Le milieu de terrain du MC Alger, Abderrahmane Bourdim (26 ans), a prolongé son contrat pour deux saisons, a annoncé dimanche le club vice-champion d'Algérie de football sur sa page officielle Facebook.

Convoité par l'ES Sétif, l'ex-joueur de l'USMA et de la JS Saoura a finalement trouvé un terrain d'entente avec les dirigeants mouloudéens, alors que son contrat est arrivé à terme.

Bourdim devient le deuxième joueur en fin de contrat à prolonger son bail au Mouloudia après le défenseur Abderrahmane Hachoud qui a prolongé également pour deux saisons, contrairement à l'attaquant Hicham Nekkache et le milieu offensif Walid Derrardja, qui n'ont pas été appelés à prolonger, eux qui se sont engagés pour deux saisons avec le MC Oran.

Côté recrutement, le MCA a enregistré l'arrivée du gardien de but international Abdelkadir Salhi, libre de tout engagement, pour un contrat de trois ans en provenance de la JS Kabylie.

L'enfant de Chlef rejoint les deux premières recrues : le défenseur central Mouad Had-



ded (ex-JSM Skikda) et le milieu de terrain ivoirien Isla Daoudi Diomandé (ex-ES Sétif). La période des transferts d'été s'est ouverte officiellement le 5 août dernier et s'étalera jusqu'au 27 octobre. Le coup

d'envoi de la saison 2020-2021 n'a pas encore été fixé. Le MCA, a bouclé la saison 2019-2020, définitivement suspendue en raison de la pandémie du coronavirus (Covid-19), à la 2e place au classement final, éta-

bli par la Ligue de football professionnel (LFP), sur la base de la règle d'indice de performance des points récoltés et des matches disputés, décidé par la Fédération algérienne (FAF).

LIGUE 1 / USM ALGER

Zemmamouche prolonge son contrat pour une année

Le gardien de but de l'USM Alger (Ligue 1 algérienne de football), Mohamed Lamine Zemmamouche, a prolongé dimanche son contrat pour une année, a appris l'APS auprès de la direction du club algérois.

Le natif de Mila a trouvé un accord pour rester à l'USMA, au terme d'une discussion qu'il a eue avec le directeur sportif du club, Anthar Yahia.

Il s'agit du quatrième joueur de l'USMA à prolonger son contrat durant cette in-

tersaison après l'attaquant Aymen Mahious, le milieu de terrain Hamza Koudri (une saison) et le défenseur Abderrahim Hamra (trois saisons).

Côté recrutement, le club algérois a assuré jusque-là trois nouvelles recrues estivales : les défenseurs latéraux Fateh Achour (USM Bel-Abbès) et Saâdi Redouani (ES Sétif), ainsi que l'attaquant franco-algérien Oussama Abdeldjeil.

Par ailleurs, six joueurs espoirs ont été officiellement promus en équipe pre-

mière. Il s'agit d'Aliane Yacine, Bedjaoui Ahmed, Abassi Zinedine, Louanchi Abdelkrim, Djenidi Mohamed et Ouhab Wassim. Pour rappel, l'USMA a confié les rênes de l'équipe à l'entraîneur français François Ciccolini.

Le technicien corse sera secondé dans sa mission par Benaraïbi Bouziane (entraîneur-adjoint), alors que le poste d'entraîneur des gardiens a été confié à l'ancien portier international Mohamed Benhamou.

LIGUE 1 (ES SÉTIF)

Bouguelmouna prolonge son contrat pour deux saisons

L'attaquant de l'ES Sétif, El-Habib Bouguelmouna, a prolongé son contrat pour deux saisons supplémentaires, soit jusqu'en 2022, a appris l'APS dimanche auprès du club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football. Convoité par le MC Alger, Bouguelmouna a préféré prolonger son aventure avec l'Entente, qu'il avait rejoint en 2018 en provenance de l'USM Bel-Abbès. Le milieu de terrain Amir Karaoui, en fin de contrat, devrait également prolonger son bail. Bouguelmouna (31 ans) rejoint ainsi le gardien de but Sofiane Khedraïra et le défenseur Houari Ferhani, qui ont prolongé leur contrat pour

une saison. L'ESS, 3e au terme de la saison 2019-2020, définitivement suspendue en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), n'a enregistré pour le moment aucune nouvelle recrue estivale, privilégiant d'abord la prolongation de ses cadors.

Concernant la barre technique, l'entraîneur tunisien Nabil Kouki n'a pas encore prolongé son contrat pour deux saisons, comme annoncé précédemment par la formation phare des hauts-plateaux. Kouki, qui avait rejoint Sétif au mois d'octobre 2019, en remplacement de Kheireddine Madoui, est parvenu à redresser



la barre en championnat, permettant à son équipe de réaliser

une remontée spectaculaire au classement.

DCGF/FAF

Signature de la convention tripartite avec le MC Oran et la JSM Skikda

Les SSPA MC Oran et JSM Skikda, pensionnaires de la Ligue 1, ont signé la convention tripartite les liant à des cabinets d'expertise ainsi qu'à la Direction de contrôle de gestion et des finances (DCGF) de la Fédération algérienne de football (FAF), a indiqué l'instance fédérale.

La cérémonie de signature s'est déroulée dimanche au siège de la FAF à Dély Ibrahim (Alger), en présence du président de la DCGF, Réda Abdouch. La

SSPA JSM a été représentée par son président directeur général, Djamel Guettari et la SSPA MCO par son patron Tayeb Mehiaoui.

Les deux clubs ont signé respectivement avec les cabinets d'expertise BR2C/DCGF et IANOR/DCGF.

Cette opération de mise à niveau du management avec des équipes de L1 s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement des clubs professionnels.

Plusieurs clubs de Ligue 1 algérienne

de football ont signé la même convention tripartite pour la mise à niveau du management et l'obtention d'une certification de la qualité N.A ISO 9001.

Avec plus d'un million de certificats dans le monde, la norme ISO 9001 reste la norme de management la plus déployée et reconnue au plan international.

Elle constitue un socle pour optimiser le fonctionnement interne, maîtriser les activités, détecter les signaux du marché, réduire les coûts et gagner en compétiti-

LIGUE 1 ALGÉRIENNE (CR BELOUZDAD) Dumas : «Huit semaines sont insuffisantes pour une bonne préparation»

L'entraîneur français du CR Belouizdad (Ligue 1 algérienne de football), Franck Dumas, a estimé dimanche que la période de huit (08) semaines accordée pour préparer la saison 2020-2021, était "insuffisante", tout en se montrant inquiet quant à la réaction des joueurs après une longue période d'inactivité.

"En temps normal, nous avons besoin parfois de cinq semaines pour privilégier la qualité, en accordant notamment aux joueurs des jours de repos.

Concernant la situation actuelle avec l'arrêt de la compétition depuis mars dernier, ce sera insuffisant de se préparer en 7 semaines, car la 8e semaine est consacrée à la préparation du premier match.

On ne va pas crier au scandale, mais d'un point de vue physique, moi qui est un ancien joueur, il faudra faire très attention aux joueurs, en programmant des séances un peu dures avec des temps de récupération", a indiqué le coach du Chabab, dans une déclaration vidéo accordée à la page officielle Facebook du club.

Les joueurs du CRB, sacré champion d'Algérie en titre, ont été soumis dimanche à des tests de dépistage au coronavirus (Covid-19).

Les entraînements des clubs de la Ligue 1 seront autorisés à partir du 20 septembre, alors que la reprise de la compétition est fixée au 20 novembre, selon un communiqué diffusé jeudi dernier par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS).

"Nous allons partir à l'hôtel pendant une bonne semaine pour préserver la santé des joueurs avec au programme un travail foncier de reprise. Au fil des semaines, il y aura une progression avec possibilité de travailler sur le terrain. Il faudra faire un état des lieux concernant l'état physique des joueurs mais également leur mental. La dernière étape préparatoire est de retrouver le contact et les duels sur le terrain. Par ailleurs, nous avons engagé un nutritionniste pour éviter aux joueurs de manger n'importe quoi", a-t-il ajouté. Enfin, concernant le lieu du stage d'intersaison, l'ancien joueur de l'AS Monaco (Ligue 1 / France) n'est pas encore fixé sur cette question.

"Pour le stage d'intersaison à l'étranger, ça dépendra de l'ouverture des frontières, sinon on sera obligé d'effectuer l'intégralité de la préparation en Algérie, ce qui est plus facile à accomplir. Pour le moment, on n'a aucune visibilité".

Le CRB a été désigné "à titre exceptionnel" champion d'Algérie 2019-2020, suite à la décision prise par le Bureau fédéral de la Fédération algérienne (FAF) de mettre fin à l'exercice, impacté par la pandémie de Covid-19, en approuvant les résultats de la consultation écrite initiée auprès des membres de l'assemblée générale.

Le match amical Sporting-Naples annulé en raison de cas de Covid-19

Le match amical entre le Sporting Portugal et le club italien de Naples prévu dimanche soir à Lisbonne a été annulé en raison de la découverte de cas de Covid-19 au sein de l'équipe lisboète, a annoncé le club portugais.

Le match "a été annulé selon les indications de la Direction générale de Santé" après la découverte de cas positifs, a indiqué le Sporting dans un communiqué publié sur son site internet.

Le Sporting n'a pas communiqué le nom des joueurs, mais selon le quotidien sportif Record, il s'agit des milieux de terrain Rodrigo Fernandes et Pote, ainsi que l'attaquant Nuno Santos.

Les joueurs sont asymptomatiques et ont été placés à l'isolement, selon les médias locaux.

Par ailleurs, au Benfica, l'autre grand club de Lisbonne, le gardien belge Miles Silvar a également été testé positif, a indiqué le club sur son site.

Le Portugal, qui a connu une hausse du nombre de nouveaux cas ces derniers jours, durcit ses restrictions sanitaires juste avant la rentrée scolaire.

Selon le dernier bilan officiel publié dimanche, le Portugal a enregistré en 24 heures sept décès et 673 nouveaux cas confirmés de contamination. Le pays, qui compte environ 10 millions d'habitants, compte un total de 1.867 décès par Covid-19 et près de 64.000 cas officiellement confirmés.

ITALIE Zaniolo opéré du genou gauche en Autriche

L'attaquant italien Nicolò Zaniolo, éloigné des terrains pendant sept mois cette année après une rupture de ligament au genou droit, a été opéré du genou gauche pour une blessure identique, a annoncé dimanche l'AS Roma.

"Nicolò Zaniolo a été opéré du ligament croisé antérieur du genou gauche", précise le club italien dans un communiqué, sans préciser la date exacte de l'intervention pratiquée "par le Professeur Fink, à la Clinique Hochrum d'Innsbruck" en Autriche.

L'opération a été "un succès" et le joueur restera à l'hôpital pendant "les trois ou quatre prochains jours", précise le club de Zaniolo.

L'ailier de 21 ans s'est blessé lundi soir face aux Pays-Bas en Ligue des nations.

Il a été contraint de sortir juste avant la mi-temps après un choc avec un joueur néerlandais.

Après un examen mardi matin, le diagnostic initial a été confirmé. Son club n'a pas précisé la durée de l'indisponibilité du joueur, mais elle est en moyenne de six mois pour ce type de blessure.

"On est désolé pour lui, on espère que ce n'est pas ce que nous craignons tous", avait confié à la Rai le capitaine italien Giorgio Chiellini, alors que Lorenzo Insigne lui avait dédié la victoire italienne (1-0).

"Forza Nicolò", avait tweeté cette semaine le club giallorosso dont le nouveau propriétaire, l'homme d'affaires américain Dan Friedkin, compte faire de Zaniolo un pilier de la reconstruction de la Roma.

APS

CHAMPIONNAT DU QATAR (3E JOURNÉE) Sofiane Hanni buteur face à Al-Arabi

L'international algérien, Sofiane Hanni, a contribué à la victoire de son équipe, Al-Gharafa sur le terrain d'Al-Arabi (2-1) dimanche, lors de la 3e journée du Championnat qatari de football.

Hanni a été l'auteur du second but de son club, sur penalty à la 76e minute, portant le score à 2-0, avant que l'équipe locale ne réduise la marque à la 87e par le Marocain Hamdi Harbaoui. Al-Gharafa avait ouvert le score par son buteur maison, l'Ivoirien Jonatha Kodjia à la 21e, sur une prise de volet dans la surface de réparation. Le match a vu la sortie à la 76e minute de l'autre international algérien d'Al-Gharafa, Adlene Guedioura qui, rappelle-t-on, était absent des terrains de football depuis mars dernier, après avoir subi une opération suite à une rupture des ligaments croisés face à Al-Wakra. Avec deux succès et une défaite contre Al-Rayyan, club de l'international algérien Ya-



cine Brahimi, la formation d'Al-Gharafa partage la 2e position avec Al-Sadd de Baghdad Bou-

nedjah qui compte un match en moins, et Al-Wakra (6 points). La première position

est occupée par Al-Ahli, auteur d'un sans-faute, avec trois succès en autant de matchs.

CHAMPIONNAT SAOUDIEN

Ahly Djeddah exige 4 millions d'euros pour céder Belaïli

Ahly Djeddah (Div.1 saoudienne de football), aurait fixé à 4 millions d'euros la clause libératoire de l'ailier international algérien Youcef Belaïli, mis sur le marché des transferts pour n'avoir pas respecté son contrat professionnel, rapportent dimanche les médias locaux.

Selon la même source, le club saoudien veut vendre définitivement le contrat de Belaïli, et ne privilégie par l'option de prêt.

Le natif d'Oran avait rejoint Al-Ahly Djeddah en 2019 pour un contrat de trois saisons, en provenance de l'ES Tunis.

Le joueur ne manque pas de convoitises, puisqu'il a été approché notamment

par son ancien club l'ES Tunis, mais également par la formation égyptienne d'Al-Ahly du Caire, dont la proposition serait la plus intéressante.

La décision de la direction saoudienne de se passer des services de l'international algérien intervient suite à son refus de rallier l'Arabie saoudite pour reprendre les entraînements sous la conduite de l'entraîneur croate Vladan Milojevic.

En compagnie de son coéquipier en équipe nationale Djamel Eddine Benlammeri, qui a résilié son contrat avec Al-Shabab (Div.1 saoudienne) lundi dernier, Belaïli n'était pas au rendez-vous le mercredi 19 août, à l'aéroport international

d'Alger, pour son vol spécial de rapatriement. Une attitude qui a irrité les dirigeants des deux clubs saoudiens.

Le manager général du club saoudien Tarek Kial, a récemment critiqué Belaïli, soulignant qu'il n'était "pas sérieux" dans son comportement : "le dossier de Belaïli est assez compliqué, le joueur n'est pas sérieux, même l'entraîneur (le Croate Vladan Milojevic, ndr) m'a dit la même chose.

Nous ne voulons pas d'un joueur qui joue avec son nom seulement, mais nous voulons un élément combatif sur le terrain", a-t-il indiqué à la presse saoudienne.

LIGUE 1 (O.MARSEILLE)

Mandanda : «Pour gagner ce genre de match, il faut que le gardien soit décisif»

Le gardien de but de l'Olympique de Marseille, Steve Mandanda, a estimé que parmi les moyens qui ont contribué à la victoire de son club face au Paris Saint-Germain (1-0) dimanche soir, lors de la 3e journée de Ligue 1 française de football, c'était ses arrêts décisifs.

"On savait que ça allait être plus compliqué que ce qu'on a vu jeudi à Lens. Ils ont retrouvé des joueurs de qualité,

sans faire offense aux autres. Mais, quand il y a Neymar et Di Maria, ce n'est pas du tout la même chose. Ils ont été forts, ils ont été au bout du match. Nous, on a su être solide, on a respecté le plan de jeu. Chacun à son poste a fait le maximum. Pour gagner ce genre de rencontre, il faut que le gardien soit décisif, ça a été mon cas ce soir, tant mieux", a déclaré le portier de l'OM à l'issue du "Classico"

français. Il s'agit de la première victoire du club phocéén contre son rival parisien depuis 2011.

"Ça fait plaisir, ça fait du bien. Je suis surtout content pour nos supporters, car cela fait des années qu'ils souffrent à chaque fois après ce match. Cette victoire, on la leur dédie. Ils le méritent car ils ont toujours été présents. Ce soir (dimanche), ils ne pouvaient pas être avec nous, mais je sais

qu'ils étaient là et qu'ils nous ont supportés de loin" a-t-il ajouté.

L'Olympique de Marseille a créé la sensation en s'imposant au Parc des Princes, ses supporters ont fait une nuit "de folie" juste après le coup de sifflet final. Grâce à cette victoire, l'OM occupe la 5e place avec 6 pts, avec un match en moins, quant au PSG, se rétrograde au 18e rang avec 0 unité.

LIGUE 1 FRANÇAISE (PARIS SG)

Mbappé refuse de prolonger et décide de partir en 2021

L'attaquant international français du Paris SG (Ligue 1 française de football), Kylian Mbappé, aurait refusé une prolongation de son contrat pour quitter le club de la capitale à l'été 2021, rapporte dimanche le site Maxifoot.

Sous contrat jusqu'en juin 2022 avec le champion de France en titre, Mbappé (21 ans) aurait indiqué au directeur sportif brésilien du PSG Leonardo, son intention de quitter le club de la capitale au terme de la saison 2020-2021.

Dans l'euphorie du parcours du PSG en Ligue des Champions (finaliste face au Bayern Munich 0-1, ndr), en août dernier, le président parisien Nasser Al-Khelaifi s'est emballé pour l'avenir de ses deux stars, Neymar et Kylian Mbappé.

Mais visiblement, le Français n'a pas l'intention de "rester à vie" à Paris.

Le champion de France en titre s'active



pour prolonger le contrat, qui court jusqu'en juin 2022, de l'international tricolore.

Sauf que selon les informations du média britannique The Times ce di-

manche, Mbappé a pris la décision de quitter le PSG l'été prochain.

Pour engager la jeune pépite, le Real Madrid, le FC Barcelone, Liverpool et Manchester United s'imposeraient comme de très sérieux prétendants, même si le PSG n'a pas dit son dernier mot.

Si cette information se confirme, les dirigeants parisiens vont forcément tout faire pour tenter de le retenir.

Avec sa situation contractuelle, Mbappé se trouve en tout cas en position de force pour imposer ses envies pour son futur, estime la même source.

Kylian Mbappé avait rejoint le PSG en provenance de l'AS Monaco en 2017, d'abord sous forme de prêt, avant que les Parisiens ne décident de lever l'option d'achat en 2018, pour lui faire signer un contrat qui expire en 2022.

Arsenal veut Runarsson

Emiliano Martínez en partance pour Aston Villa, Arsenal veut recruter une doublure pour Bernd Leno. Selon The Telegraph, le club anglais va enrôler le deuxième portier de Dijon, Alex Runar Runarsson (25 ans). Dépassé par Alfred Gomis, le dernier rempart islandais devrait rejoindre les Gunners pour un peu moins de 2 millions d'euros.



MAN UNITED : UN INTÉRÊT POUR PERISIC

Les Red Devils viseraient Ivan Perisic, l'attaquant croate de l'Inter Milan, sous contrat jusqu'en 2022.

Après avoir connu un passage en Ligue 1 (sans jouer), en Bundesliga et en Serie A, Ivan Perisic pourrait avoir la possibilité de découvrir le championnat anglais cet été. D'après le quotidien britannique The Telegraph, l'ailier international croate, qui vient de retrouver l'Inter Milan à la suite d'une saison de prêt au Bayern Munich, est convoité par Manchester United.

Les décideurs du club anglais sachent une alternative à Jadon Sancho (Borussia Dortmund), dont la venue à Old Trafford a peu de chances d'aboutir cet été. De par son expérience et aussi ses qualités, Perisic présente le profil idéal pour ce poste de milieu offensif et aussi pour apporter un plus à la formation d'Ole Gunnar Solskjaer. Les Red Devils devront certainement déboursé 20M€ au minimum pour l'arracher aux Nerazzurri. L'ex-Sochalien a un contrat à San Siro qui expire en 2022.

VARANE : «UN LEADER À MA FAÇON»

Le défenseur du Real Madrid est revenu sur son erreur face à Manchester City et estime être un joueur plus complet que jamais.

Champion d'Espagne, à nouveau, avec le Real Madrid, Raphaël Varane a réalisé une saison accomplie, mais gâchée par sa piètre performance face à Manchester City en huitième de finale retour de la Ligue des champions. Le défenseur a commis deux grossières erreurs ayant de nouveau remis en cause son leadership étant donné qu'il est apparu plus fébrile en l'absence de Sergio Ramos. Dans une interview accordée à beIN Sports, Raphaël Varane a été interrogé sur l'après Ramos et a rendu hommage à son capitaine.

"Ce qui est sûr, c'est qu'on est très complémentaires avec Sergio Ramos, dans notre façon de jouer. On a des qualités qui se complètent parfaitement, on joue depuis plusieurs années ensemble, donc on se connaît très bien. Une défense ça fonctionne par binôme et cette entente est très importante. Pour l'après Ramos, c'est difficile de se projeter. Je suis un leader à ma façon. Avec mes coéquipiers, je parle beaucoup avant les matches, on parle tactique, placement. On a chacun notre façon de faire", a expliqué le défenseur du Real Madrid. "Pour la suite, c'est difficile de se projeter, le Real Madrid c'est un très très grand club avec des grands joueurs. Ce qui est important c'est que chacun joue son rôle dans l'équipe. Chacun tire l'équipe vers le haut. Quand on a gagné nos titres, nos Ligues des champions, c'était en équipe, avec onze leaders sur le terrain à chaque fois. Sergio est une légende à Madrid. Le futur pour l'instant je ne me projette pas, mais c'est sûr que Ramos est un joueur très important pour nous", a ajouté l'international français.

Otamendi vers le Portugal ?

L'Argentin, qui a reculé dans la hiérarchie des défenseurs centraux chez les Cityzens, pourrait s'en aller dans les prochaines semaines. D'après les informations recueillies par AS, Nicolas Otamendi souhaiterait se défaire de son contrat avec Manchester City, pour signer libre au FC Porto. Lié au club anglais jusqu'en 2022, l'Argentin est âgé de 32 ans et évolue à Manchester City depuis 2015. Très utilisé la saison passée (39 matches toutes compétitions confondues), mais derrière plusieurs joueurs à son poste cette saison (Aymeric Laporte, Ferdinandinho, Eric Garcia, Nathan Aké), Nicolas Otamendi aurait l'intention de se relancer dans son ancien club, où il a joué quatre saisons (2010-2014).



SUAREZ REFUSE DE PARTIR

Annoncé proche de la Juventus, Luis Suarez (33 ans) n'a pas encore quitté le FC Barcelone. Et rien ne dit que ce sera le cas dans ce mercato estival. En effet, Sport nous apprend que l'attaquant uruguayen refuse de quitter le club catalan sans contrepartie financière, alors que son contrat chez les Blaugrana se termine en juin prochain. La Vieille Dame ne souhaite pas payer d'indemnités de transfert pour récupérer El Pistolero, le dossier se retrouve au point mort. Pas vraiment idéal pour Ronald Koeman, qui ne compte pas sur l'ancien joueur de Liverpool.

BENRAHMA EN PREMIER LEAGUE, ÇA SE PRÉCISE !

Auteur d'une saison éblouissante avec Brentford en Championship (17 buts et 10 passes décisives en 46 matches), Saïd Benrahma n'est pas parvenu à faire monter son club en Premier League. Mais l'ailier de 25 ans pourrait bien y accéder à titre individuel ! Si les pistes Chelsea et Arsenal ne semblent plus d'actualité, The Sun révèle ce dimanche que le transfert de l'international algérien vers Crystal Palace serait presque bouclé pour une somme d'environ 21 millions d'euros. Rêvant de Premier League, l'ancien Niçois touche au but !



EDUCATION NATIONALE

Djerad : "la rentrée scolaire est tributaire des rapports du comité scientifique"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a déclaré, dimanche à Annaba, que la date de la rentrée scolaire 2020-2021 sera fixée suivant les rapports du comité scientifique de lutte contre la Covid-19.

"La situation épidémiologique dans le pays est aujourd'hui stable grâce au respect des protocoles sanitaires préventifs et la conscience des familles algériennes", a affirmé M. Djerad, lors de son passage sur les ondes de la radio algérienne depuis Annaba.

Il a dans ce contexte appelé à "la nécessité de préserver le même degré de vigilance" assurant qu'il s'agit là "de la santé du citoyen avant toute chose".

Plus tôt dans la matinée, le Premier ministre qui était accompagné du ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Oudjaout et celui de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham, avait, à partir du centre d'examen, CEM Chaib Larbi du chef-lieu



d'Annaba, donné le coup d'envoi des examens du Baccalauréat, session septembre 2020 auxquels prennent part 637 000 candidats à l'échelle nationale.

M. Djerad s'est rendu par la suite au complexe Sider El Had-

jar, où il a donné le lancement de l'opération de récupération de la ferraille du haut fourneau n 1, et l'exploitation de ce qui en reste comme matière première pour la production sidérurgique.

JUSTICE

Le procès de Karim Tabou reporté au 26 octobre prochain

Le tribunal de Kolea (Tipaza) a décidé, lundi, de reporter le procès de Karim Tabou, porte-parole officiel de l'Union démocratique et sociale (UDS) (parti non agréé), au 26 octobre prochain. Le report du procès de Karim Tabou, poursuivi pour "atteinte au moral de l'armée" depuis septembre 2019, intervient sur demande de sa défense. Il s'agit du cinquième report consécutif.

La défense de l'accusé, placé sous contrôle judiciaire, a motivé sa demande de report par "la

nécessité d'une bonne préparation du procès", selon les déclarations d'un de ses avocats en marge de l'audience. Le parquet du tribunal de Kolea avait renvoyé l'affaire devant le juge d'instruction qui a ordonné le 11 septembre 2019 le placement en détention provisoire de Karim Tabou qui a été arrêté le 12 septembre 2019. La chambre d'accusation de la Cour de Tipaza avait décidé le 25 septembre 2019 de placer l'accusé sous contrôle judiciaire et ordonné sa libération.

POLÉMIQUE AUTOUR DE LA MORT D'UNE FEMME À BLIDA

La Cour de Blida confirme la thèse de "la mort naturelle"

Le Parquet général près la Cour de Blida a affirmé, dimanche, que la femme répondant aux initiales "I. A.", décédée récemment à Blida et dont l'affaire est largement relayée sur les réseaux sociaux, était décédée de "mort naturelle", suite à "une hémorragie cérébrale" et "ne porte aucune trace de violence sur son corps". "Selon les informations relayées récem-

ment sur les réseaux sociaux, concernant le décès d'une femme répondant aux initiales "I. A.", et en vertu de l'article 3/11 du Code de procédure pénale, le Parquet général près la Cour de Blida précise qu'en date du 14/06/2019 aux environs de 11:00, les services de Sûreté de la Daïra de Bouguerra ont été notifiés de la réception de la dame susnommée au niveau de la po-

lyclinique qui a également notifié son décès", précise le communiqué de la cellule de Communication du Parquet. "Les services de sécurité ont ouvert une enquête préliminaire, suivie d'une enquête judiciaire diligentée par le Procureur de la République près le Tribunal de Boufarik", ajoute la même source. Lors de l'enquête "l'époux de la défunte, ses pa-

rents et sa belle mère ont été auditionnés, ainsi que la responsable du service de médecine légale à l'Hôpital de Frantz Fanon", ajoute la même source. Selon les résultats obtenus, notamment l'autopsie du corps de la défunte, "la mort de cette dernière est d'origine naturelle, due à une hémorragie cérébrale, causée par des ecchymoses qui ont occasionné la

compression de la glande thyroïde, une défense du bas ventre et une thrombopénie, avec inexistence de traces de violence sur son corps". "Agissant dans le cadre de l'enquête judiciaire, le juge d'instruction près le Tribunal de Boufarik a rendu, en janvier 2020, une décision de non lieu, confortée par la décision rendue par la Chambre d'accusation le 04/03/2020".

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED

Le procès des frères Kouninef se poursuit par les plaidoiries de la défense

Le procès des frères Kouninef, jugés pour diverses affaires de corruption, s'est poursuivi dimanche au tribunal de Sidi M'hamed à Alger par les plaidoiries de la défense.

Les frères Réda, Abdelkader-Karim et Tarek-Noah Kouninef, et le gérant du groupe KouGC, dont ils sont les propriétaires, Keddour Ben Tahar, sont placés depuis le 24 avril 2019 sous mandat de dépôt.

Ils sont poursuivis pour plusieurs chefs d'inculpation dont "trafic d'influence", "blanchiment d'argent", "obtention d'indus avantages", "détournement de fonciers" et "non-respect des engagements contractuels dans la réalisation de projets publics". Leur sœur Souad-Nour (en fuite à l'étranger) est aussi impliquée dans l'affaire.

Dans ses plaidoiries, la défense a tenté de faire comprendre au tribunal que les accusés "n'ont bénéficié d'aucun privilège ou autre avantage" dans les marchés obtenus par le groupe et ses filiales pour la réalisation de divers projets, notamment ceux prévus dans les parcs industriels du groupe à Ain Ouessara (Djelfa) et Ksar El Boukhari (Médéa).

Selon la défense, certaines filiales du groupe KouGC ont enregistré "des défaillances au moment où d'autres ont eu recours à la justice pour régler des litiges ayant duré près d'une dizaine d'années pour être réglés".

La défense a signalé aussi que le groupe KouGC, dont l'activité remonte à 1971, "n'a pas fait sa fortune d'une manière soudaine depuis les années 2000, mais il a un passé glorieux au service du pays". Au premier jour du procès, ouvert mercredi dernier, les trois frères Kouninef avaient affirmé que

les gains du groupe enregistrés durant la période 1998-2018, soit en 20 ans, est estimé à "plus de 14.000 milliards de centimes".

La séance de l'après midi a été consacrée aux plaidoiries de la défense des autres personnes impliquées dans l'affaire et qui sont en liberté. Samedi, le parquet général du Tribunal de Sidi M'hamed avait requis des peines allant de 15 à 20 ans de prison ferme, la saisie des biens à l'intérieur et à l'extérieur du pays et une amende de 8 millions de DA à l'encontre des Kouninef et le gérant du groupe KouGC.

Il a requis également 18 ans de prison ferme à l'encontre de Réda, 15 ans à l'en-

contre de Tarek-Noah et Abdelkader-Karim et 10 ans à l'encontre de Keddour Ben Tahar avec une amende de 8 millions de DA pour chacun des quatre accusés. La peine la plus lourde a été requise contre leur sœur Souad-Nour avec 20 ans de prison ferme, une amende de 8 millions de DA et le lancement d'un mandat d'arrêt international contre elle.

Selon la défense de la partie civile, le groupe KouGC, à travers ses filiales, a causé au Trésor public des pertes estimées à "plus de 270 milliards de dinars algériens, dont 186 milliards de DA dues aux crédits injustifiés octroyés au groupe par des banques

publiques et 75 milliards de DA aux indus privilégiés obtenus par le même groupe". A ce propos, la défense a estimé que ces montants ont été établis "sans aucune expertise".

En outre, des peines allant de 3 à 6 ans de prison ferme avec des amendes d'un million de DA ont été requises contre dix personnes impliquées dans l'affaire, essentiellement des cadres des ministères de l'Industrie, de l'Agriculture, de l'Hydraulique, de l'Énergie et des Télécommunications ainsi que d'autres secteurs où le groupe KouGC a obtenu des marchés.

Procès des frères Kouninef : le verdict sera prononcé le 23 septembre

Le verdict du procès des frères Kouninef, jugés pour diverses affaires de corruption, sera prononcé le 23 septembre au Tribunal de Sidi M'hamed, a annoncé lundi la présidente de la séance après la fin des plaidoiries de la défense.

Le procès des frères Réda, Abdelkader-Karim et Tarek-Noah Kouninef et le sœur Souad-Nour (en fuite à l'étranger), ainsi que le gérant du groupe KouGC dont ils sont les propriétaires, Keddour Ben Tahar, a débuté mercredi dernier.

Ils sont poursuivis pour plusieurs chefs d'inculpation dont "trafic d'influence", "blanchiment d'argent", "obtention d'indus avantages", "détournement de fonciers et de concessions", et "non-respect des engagements contractuels dans la réalisation de projets publics". Invités à s'exprimer, les trois frères Kouninef et le

gérant du groupe KouGC ont plaidé leur "innocence" et demandé à être "jugés dans le respect de la loi" tout en affirmant leur "confiance" en la justice algérienne. Samedi, le parquet général du Tribunal de Sidi M'hamed avait requis des peines allant de 15 à 20 ans de prison ferme avec la saisie des biens à l'intérieur et l'extérieur du pays et une amende de 8 millions de DA à l'encontre des Kouninef et le gérant du groupe KouGC.

Le parquet général a requis 18 ans de prison ferme à l'encontre de Réda, 15 ans à l'encontre de Tarek-Noah et Abdelkader-Karim et 10 ans à l'encontre de Keddour Ben Tahar avec une amende de 8 millions de DA pour chacun des quatre accusés. La peine la plus lourde a été requise contre leur sœur Souad-Nour avec 20 ans de prison ferme, une amende de 8 mil-

liards de DA et le lancement d'un mandat d'arrêt international contre elle.

Selon la défense de la partie civile, le groupe KouGC, à travers ses filiales, a causé au Trésor public des pertes estimées à "plus de 270 milliards de dinars algériens, dont 186 milliards de DA dues aux crédits injustifiés octroyés au groupe par des banques publiques, et 75 milliards de DA aux indus privilégiés obtenus par le même groupe".

Des peines allant de 3 à 6 ans de prison ferme avec des amendes d'un million de DA ont été requises à l'encontre de dix personnes impliquées dans l'affaire, essentiellement des cadres des ministères de l'Industrie, de l'Agriculture, de l'Hydraulique, de l'Énergie et des Télécommunications ainsi que d'autres secteurs où le groupe KouGC avait obtenu des marchés.